

Alain Pelosato

Les Algériens,

la France et l'Algérie



Alain Pelosato

Les Algériens, l'Algérie et la France

Ce petit livre a été publié initialement par les éditions Naturellement et vendu en librairie en 2000. Je le relis près de vingt ans plus tard et je n'en change pas une ligne, bien que mes idées ont beaucoup évolué depuis.

D'ailleurs j'ai publié chez sfm éditions en 2017 une version enrichie de ce livre, auquel j'ai ajouté plusieurs expériences de voyages d'étude en Algérie, et aussi d'expériences vécues dans ma bonne ville de Givors.

Ce livre illustré est disponible chez Amazon en Kindle et broché : <https://www.amazon.fr/dp/2915512116>

Le texte que vous allez lire a déjà été téléchargé dix mille fois et lu par 17900 personnes en lecture gratuite sur Wobook...

Alain Pelosato
Givors, le 6 juin 2018

Les Algériens, l'Algérie et la France

Point de vue d'un Français... d'origine italienne !

Le peuple algérien est un peuple attachant. Il a su reconquérir son indépendance. L'Algérie est un beau pays plein de contrastes. Longtemps, l'Algérie a fait partie de la France, de gré ou de force, mais cela reste un fait incontournable. Et ce fait a laissé de profondes traces dans la mémoire des uns et des autres. Des traces toutes contradictoires.

J'aime les Algériens. Comme je le disais à des amis algériens, élus de la commune d'Aïn Benian à l'ouest d'Alger, je vis dans une commune où les Algériens, ou, du moins, les personnes d'origine algérienne sont très nombreuses... Je vis donc depuis trente ans à leurs côtés. Ma commune, Givors, a une longue tradition d'accueil d'immigrés. Non pas parce que ses habitants les appellent particulièrement, mais parce que cette petite ville a une vieille tradition ouvrière, et que les patrons d'industrie ont toujours eu besoin de main-d'œuvre. Il a fallu loger ces ouvriers, donc construire de nombreux logements sociaux, puis, après la désindustrialisation, les logements sociaux sont restés et l'accueil des immigrés s'est poursuivi. Longtemps, une fonderie a continué ses activités, dans laquelle travaillaient des ouvriers de toutes

nationalités, et particulièrement des Sénégalais qui logeaient au foyer SONACOTRA. En 1983, alors maire-adjoint et responsable au P.C.F. de l'immigration, je m'étais occupé de la régularisation de ces Africains, pour beaucoup sans papiers, ce qui n'avait pas l'air de déranger beaucoup le patron de cette fonderie... Cette expérience évoque pour moi une amitié avec ces gens également très attachants.

Givors est donc une ville cosmopolite : des habitants d'origine italienne, espagnole, portugaise, algérienne... Cette cohabitation se passe bien. Seuls quelques jeunes d'origine algérienne ont choisi la délinquance comme moyen, à la fois, de s'exprimer et de survivre. Mais j'y reviendrai.

En Algérie

Lorsque j'étais enfant, j'habitais la Lorraine, et mes origines italiennes m'avaient valu d'être victime d'agressions racistes. L'immigration italienne de l'époque, composée de ruraux très pauvres et incultes de l'Italie du sud, ne donnaient pas une belle image des Italiens. Dans mon cas, je faisais partie de ce qu'on a appelé un moment, la troisième génération, car c'était mon grand-père qui était venu en France au début des années vingt. Donc, une personne qui avait fait un voyage en Italie était revenue et avait déclaré à mon père : "C'est drôle, les Italiens de là-bas, ne sont pas comme ceux d'ici."

Intéressante remarque qui dit deux choses sans le savoir : d'abord qu'un peuple est divers et ensuite que l'immigré évolue différemment lorsqu'il est loin de son pays, ou plutôt, n'évolue plus alors que les ressortissants restés dans le pays d'origine évoluent eux...

Souvent, lors de discussions difficiles avec des jeunes d'origine algérienne, je leur faisais part de mes difficultés de jeunesse en tant que jeune d'origine italienne. Ils ont toujours eu du mal à me croire, tant je suis désormais "intégré", un vrai Français... Aujourd'hui, on voit beaucoup de jeunes et moins jeunes d'origine algérienne qui sont dans mon cas.

Ainsi, lorsque l'occasion de faire un voyage en Algérie se présenta à moi, je m'en emparai immédiatement. La municipalité de Givors souhaitait qu'un élu participe à un voyage de jeunes lycéens de Givors dans le cadre d'échanges. Je me proposai. Nous avions déjà (nous étions en 1989) l'objectif de nous jumeler avec une ville algérienne. Nous nous rendions à Dellys, petit port de pêche à l'est d'Alger, en pleine Kabylie, mais, dans une "poche" intégriste. Nous ignorions ce dernier point, d'ailleurs pas immédiatement visible sur place, mais nous finîmes par l'apprendre de la bouche d'Algériens rencontrés à Alger.

En 1989, nous étions un an après les émeutes de la "semoule" dont nous apercevions encore les débris calcinés de quelques entrepôts... L'Algérie était encore sous le régime du

parti unique, le F.L.N.¹, issu de la guerre de libération et plus ou moins copié sur le régime soviétique. Ainsi, l'approvisionnement était difficile. Un jour, on voyait beaucoup de gens se promener avec des grandes bouteilles d'huile alimentaire : il y avait eu un arrivage d'huile... Partout nous étions chaleureusement accueillis, et, lorsque la discussion était possible, nous entendions beaucoup de paroles de mécontentement envers les dirigeants du F.L.N., présentés comme de bureaucrates profiteurs, mécontentement qui fit le jeu du F.I.S.² aux premières élections démocratiques qui suivirent. Les élus de Dellys étaient vraisemblablement membres du F.L.N. sans qu'ils ne nous en aient jamais parlé. Nous étions logés dans des appartements inoccupés du lycée algérien de Dellys, magnifique bâtisse construite en bord de mer du temps de la colonisation. Il était remarquable que ce lycée comportait plusieurs appartements inoccupés alors que les Algériens manquaient cruellement de logements. Ce lycée était situé juste à côté du cimetière français de la commune. Ainsi, de la cuisine où j'avais installé mon lit, je voyais les tombes. Nous avions de très bons rapports avec les professeurs algériens, tous Kabyles et progressistes dans leurs idées politiques, qui se moquaient de moi lorsque j'excusais encore certaines difficultés de la société algérienne par la colonisation : "Cela fait longtemps que c'est fini, la colonisation. Les responsables sont ici

¹ Front de libération nationale.

² Front islamiste du salut.

aujourd'hui..." Alors que le maire-adjoint (chargé de la culture) qui nous accompagnait utilisait le terme : "au temps de l'occupation française" pour parler de l'époque coloniale.

Lors d'un voyage en R.D.A.³, alors que nous constatons des problèmes de plomberie, un ami me dit : "C'est à cela que l'on voit qu'un pays est sous-développé, quand il a des problèmes de plomberie." Cette répartie m'avait vexé, car, à cette époque (en 1988) je croyais encore au socialisme réel.... Je me remémorais cette phrase lorsque je voyais à quel point les problèmes de plomberie étaient nombreux dans l'appartement où nous étions : rien ne fonctionnait ! À un moment, l'eau du robinet eut un goût salé. L'adjoint au maire me confirma qu'ils avaient des problèmes d'adduction d'eau. En un mot, la vie n'était pas facile.

Lors de notre visite de la montagne du Djurdjura, nous traversâmes de vastes étendues de forêts incendiées. Alors qu'un des élèves avait jeté son mégot par la fenêtre, je l'admonestais vertement en lui rappelant les paysages noircis par le feu que nous venions de traverser. Le jeune homme s'excusa. Et, alors que je regagnais ma place, je vis le chauffeur algérien lancer son mégot allumé par la fenêtre ! Nous apprîmes un jour que la passion du responsable du lycée était la chasse au sanglier. Je m'étonnais que des musulmans puissent se nourrir de sangliers... L'enseignant me rétorqua qu'il

³ République démocratique allemande (Deutsche demokratische republik) : l'ancienne Allemagne de l'est.

n'en était pas question : une fois le sanglier tué, il ne le touchait même pas ! La même personne était agacée par le fait que les jeudi et vendredi étaient les jours de la semaine de repos du musulman, ce qui ne facilitait pas les échanges internationaux. Sans parler du ramadan...

Malgré les difficultés de vie, nous fûmes magnifiquement accueillis. Nous nous efforcâmes d'être à la hauteur lorsque nous avons accueilli les jeunes Algériens à Givors. Là-bas, nous avions un car dont le réservoir de fuel fuyait dans la soute à bagages. Lors de nos voyages, nous emmenions le pique-nique et l'eau potable en jerrycans. À Alger, nous avons laissé le car assez loin du parc où nous devions pique-niquer. Je me chargeai de porter les lourds jerrycans en plastique d'eau potable. Mais ils étaient couverts de gas-oil. Je les portais en les tenant assez loin de mes jambes, ce qui me conférait une démarche hésitante. Me voyant en difficulté, un jeune Algérien qui passait par là se précipita pour m'aider. Malgré mes protestations, il saisit les deux récipients qu'il porta jusqu'au lieu du pique-nique en se maculant les pantalons de gas-oil. Honte à moi !

Les discussions politiques étaient passionnées, car les élections approchaient. Le débat sur le mode de scrutin à adopter se déroulait au parlement. Je sentais une société avide de développement, bloquée par un régime déjà condamné dans d'autres pays... Mais ici, ce sont les islamistes qui engrangeaient le mécontentement. Leur influence se sentait partout, jusque sur la

plage où un « barbu » nous reprocha de laisser les femmes se baigner, car elles « souillaient l'eau »...

Un autre élu du conseil municipal de Givors nous accompagnait : mon ami Akim, jeune français d'origine algérienne. Los de la réception officielle par le maire de Dellys — un homme jeune en tenue saharienne, très brutal —, ce dernier interpella soudainement Akim en parlant arabe. Le jeune français, très gêné, ne comprit pas ces paroles et le maire se moqua de lui en disant (en français) qu'il avait même perdu sa langue maternelle !

La "communauté"

Un jour, dans le cadre de mon travail, je reçois un appel téléphonique d'une personne qui avait à se plaindre de certains travaux de voirie. Je lui répondis calmement et elle répliqua : "Mais ils travaillent comme des Arabes !", une manière de dire qu'ils travaillaient mal ! Je me fis donc un devoir de protester devant cette affirmation raciste et la personne de me rire au nez en me disant : "Arrêtez votre cinéma, je ne suis pas raciste, j'en suis un d'Arabe !" D'ailleurs ma collègue Jamila fit la même réponse à quelqu'un à qui elle avait fait la même remarque. Amusant, non ?

Le sentiment d'appartenir à une communauté ethnique, religieuse ou culturelle est au fond, disons, "naturel". Tous les êtres humains sont soumis à ce sentiment. Je me souviens

d'une scène dans le métro parisien. Un grand noir, visiblement clochard, car ses vêtements étaient en loques, ivre à tituber, se plaça entre les portes de la voiture, les empêchant de se refermer et rendant ainsi le départ de la rame impossible. Il brandissait une canette de bière et avait l'air d'engueuler le Terre entière. Cela dura un moment. Je résistai à mon penchant naturel d'intervenir en pensant qu'il finirait bien par retourner sur le quai. Les autres passagers ne dirent rien non plus. Étant donné l'état d'ébriété de l'individu et sa carrure, on ne savait pas comment s'y prendre. Soudain, un autre Noir assis non loin de là porta l'interpella dans sa langue. Le clochard marqua un temps d'arrêt, étonné, se calma et retourna sur le quai. La rame put partir... Voilà un exemple qui montre clairement ce que signifie une "communauté".

Lorsque je vois un enfant faire une bêtise dans la rue, je ne me retiens pas de le lui dire. Cela étonne souvent certains jeunes enfants d'origine algérienne qui n'ont pas l'habitude de se faire réprimander par un "Français", ceux-là mêmes qui n'hésitent pas à m'appeler "sale Français", moi et mes autres compatriotes. Un jour, alors que j'avais une discussion très animée avec l'un d'entre eux, je finis par lui dire : "Tu es un con !" Et alors, celui-ci me répondit : "Je suis fier d'être un Arabe" (!)

— Mais je n'ai pas parlé de cela, lui répondis-je.

— Moi, j'en parle ! Rétorqua-t-il...
J'en restai muet d'étonnement.

Y a-t-il un sentiment d'appartenir à une "communauté" chez les Français d'origine algérienne ? Oui, certainement, et le fait que certains d'entre eux, et bien de mes amis politiques parlent de la "communauté", en parlant des gens d'origine algérienne comme si communauté il devait y avoir, cela ne pouvait être que celle-là, m'a toujours agacé. C'est vrai que la religion pratiquée largement par cette "communauté", l'islam, alors que les autres immigrations étaient toutes chrétiennes, facilite ce sentiment "communautaire". Mais ce sentiment est utilisé par les uns et les autres à des fins qui ne sont pas toujours les bienvenues dans une société d'entente mutuelle. J'ai déjà cité le fait que je me fasse traiter de "sale Français" par de petits jeunes qui sont nés Français, alors que ce n'est pas mon cas. Ce sentiment développe une solidarité mal placée. Ainsi, certains Maghrébins se sont laissés aller à la délinquance pour s'assurer un certain revenu, étant incapables de le faire autrement, car se trouvant dans une situation d'échecs répétés. Le fait de se retrouver ensemble dans des classes spécialisées ne fait qu'accentuer le vécu d'être une "communauté" d'exclus. D'autre part, ces actes de délinquance sont vécus par leurs auteurs comme des réactions de révolte contre la société, contre le pays qui semble les avoir maintenus, eux et leur famille, dans cette situation difficile. Ainsi, pour échapper aux actes de délinquance contre leur voiture, certains laissent accroché le chapelet musulman à leur rétroviseur, bien en vue. Ce

genre de pratique ne contribue vraiment pas à aider ceux (dont je suis) qui combattent le racisme... Enfin subsiste la vieille influence de la formation "politique" de l'Algérien sous l'ancien régime : absence de démocratie, parti unique, corruption, poids de l'armée, tout cela réuni n'autorisait pas la manifestation de mécontentement. Ce dernier devait atteindre des sommets pour ne s'exprimer que par la violence. L'esprit "communautaire" permet de conserver cet état d'esprit, d'autant plus qu'il empêche de voir en l'élu local ou national un représentant des intérêts de cette "communauté". En Algérie même, ce phénomène existe encore. Ainsi, le journal "El Watan" relate récemment qu'à Sidi Belabes, trois mille personnes ont exprimé leur colère lors de la publication d'une liste de bénéficiaires de logements sociaux. "Le calme n'est revenu qu'en début d'après-midi, lorsque le maire a annoncé sa décision d'annuler la liste des bénéficiaires. Dans une déclaration à El Watan, le maire a admis des 'irrégularités' dans la distribution des logements, citant notamment, le cas d'un propriétaire terrien aisé de quarante hectares qui en a bénéficié au détriment de citoyens mal logés et sans ressources.⁴" Ne peut-on pas constater que si ces gens se sont révoltés de cette manière, c'est qu'ils n'avaient pas d'autres moyens de le faire, ou, qu'ils ne savaient pas le faire autrement ?

Il est certain, également, que les personnes d'origine algérienne sont victimes du racisme.

⁴ Extrait du journal « L'Humanité » du 26 juillet 2000.

Mais certainement pas autant qu'elles pourraient l'être dans d'autres pays. Cet esprit de "communauté" amplifie le problème. Le racisme rend la vie bien plus difficile, mais cela nécessite une lutte plus intense et plus réfléchie, et non pas de se laisser aller à la facilité. Un jour de débat avec des jeunes d'origine algérienne et mon ami Paul Vallon, alors premier adjoint, et quand ces jeunes se plaignaient de la difficulté de la vie, Paul les appelait à lutter. Devant leur réaction de mépris, il demanda l'âge de l'un d'eux. "Dix-sept ans, pourquoi ?" répondit le jeune. "Eh bien, à dix-sept ans, j'étais dans la Résistance !" Cette réplique de Paul Vallon, peut être jugée assez facile. Je ne le crois pas, car elle montre clairement une réalité : devant l'adversité, il faut savoir choisir son camp et sa lutte...

"Vous comprenez, me dit un jour un jeune d'origine algérienne, ils ne savent pas à qui ressembler : ils ne peuvent pas ressembler à leurs pères dont ils ont honte, et ils ne peuvent pas ressembler aux C.R.S. qui les matraquent...

— Ben ils n'ont qu'à se ressembler à eux-mêmes !"

Je ne croyais pas si bien dire. C'est ce qu'ils ont fini par faire.

Regroupés toujours au même coin de trottoir, ils forment un groupe compact et insolent. Les gens changent de trottoir...

" Pourquoi les gens changent de trottoir quand on est là ? On n'est pas des animaux..."

— Oui, mais, vous leur faites peur... Vous êtes regroupés et vous avez l'air solidaires même si ce n'est pas le cas.

— Et alors ? La place appartient aux rats, non ?

— Aux Rats ? C'est quoi les rats ?

— C'est nous les rats...

— Alors vous êtes des animaux ?"

Et le débat s'arrêta là !

Parfois des insultes fusent. Quand je passe, je ne change pas de trottoir, et quand les insultes fusent, je les interpelle.

"Vous faites l'amalgame, monsieur !

— Et comment veux-tu que je fasse autrement ? Tu es là avec eux et tu ne leur dis pas que c'est mal ce qu'ils font.

— Je leur dis, mais ils ne m'écoutent pas..."

À la recherche du "parti communautaire" ?

Autrefois (mais ce n'est pas si ancien que cela...), sous le parti unique en Algérie, le pouvoir algérien avait organisé la communauté algérienne en France selon les mêmes principes. Une association, l'amicale des Algériens en Europe faisait office de parti unique et organisait les liens avec l'ambassade et les consulats, offrait des prestations dont les moindres n'étaient pas les obsèques des Algériens décédés en France et

dont le corps doit être rapatrié en Algérie. Les communistes français jouaient également de ce jeu-là. Seuls le F.L.N. et ses satellites étaient reconnus comme interlocuteurs. Même l'ancien parti communiste algérien, dissous dans le F.L.N., puis, devenu parti de l'avant-garde socialiste (P.A.G.S.) n'avait pas autant de faveurs auprès du P.C.F. que le F.L.N. À tel point, qu'une année, à la fête de l'Humanité, le F.L.N. refusa d'être présent si le P.A.G.S. l'était. La solution fut vite trouvée : le P.A.G.S. ne fut pas invité. Tout cela ne fut pas sans conséquence sur l'état d'esprit politique des Algériens en France et de leurs enfants. Aujourd'hui, ils sont orphelins de leur parti unique, qui était au fond, le parti communautaire... sous le fard de l'amicale.

L'erreur politique fut de tenter de remplacer ce parti communautaire et de continuer à pratiquer ce clientélisme qui consiste, pour un parti, à négocier avec une "communauté". Nous l'avons tous fait. J'ai participé moi-même à des réunions électorales d'électeurs d'origine algérienne, réunions convoquées et encadrées par l'amicale des Algériens. Récemment encore, un jeune me disait, très en colère : "J'ai voté pour vous ! Maintenant, vous êtes au chaud à la mairie, et moi je n'ai toujours pas de travail..." Ce clientélisme est compris comme du donnant-donnant : je vote pour toi et tu donnes du boulot aux Arabes... On se souvient comment la liste de Bernard Tapie aux élections européennes rencontra un franc succès auprès de ces jeunes à la

limite de la marginalité, car le populisme qu'il développait leur plaisait.

Ces jeunes d'origine algérienne, pour la plupart, se cherchent une représentation politique. Pour le moment peu d'entre eux la conçoivent comme la représentation d'intérêt d'une couche sociale, mais plutôt comme celle d'intérêts communautaires, voire ethniques. Mais la société française n'est pas construite pour cela... Quand certains d'entre eux se présentent sur une liste, c'est souvent en tant que représentant de la "communauté" qu'ils le font, plus que par conviction politique.

Aux dernières municipales, des listes "beurs" se sont présentées dans certaines communes. Elles n'ont pas fait le score espéré, même s'il n'était pas négligeable. Mais, ensuite, l'élu de cette liste a été confronté aux difficultés de gestion. Il s'est vite aperçu que les choses n'étaient pas si faciles à manier.

"Lutte" communautaire et "solution" individuelle

Ce sentiment communautaire permet la constitution de réseaux . On passe des nuits ensemble sur "la place" à dénigrer ses parents et à boire des bières, à fumer des joints, puis, l'un d'eux propose de gagner de l'argent facile. Au début ça marche, puis ça tourne au vinaigre. Ainsi en a-t-il été des jeunes de mon quartier qui ont attaqué la poste de Tain L'Hermitage. L'un d'eux y fut tué par les gendarmes, car ces "petits

jeunes" étaient armés et avaient tiré sur les forces de l'ordre... Ce jeune n'était pas du tout au chômage. Il avait même un bon travail à la verrerie de Givors. D'ailleurs, cette attaque à main armée il était parti la faire avec ses amis en sortant du boulot à quatre heures du matin. On peut comprendre la profonde tristesse, la révolte de ces jeunes qui ont vu un de leurs copains, qui plus est, membre de leur "communauté" victime d'une mort violente. Comme d'habitude, une mobilisation générale se prépara. Je la vécus personnellement puisqu'elle se déroula sous mon immeuble qui faillit être incendié ! Une "traboule", nom lyonnais de ces passages qui traversent les immeubles, perce mon immeuble de part en part. Ce lieu était souvent utilisé par ces jeunes pour se rencontrer et se réunir. Cela avait d'ailleurs fini par tourner au vinaigre, car leur attitude n'était pas ce qu'on peut appeler courtoise. Ce samedi 9 janvier 1999, en rentrant des courses, je vis qu'une cinquantaine de jeunes y étaient regroupés. Plus tard dans la soirée, j'entendis des cris et je descendis. Plusieurs de mes voisins et amis étaient présents : ils avaient surpris ces jeunes avec des bidons d'essence qui tentaient de brûler notre immeuble... Le lendemain dimanche, une vingtaine de voitures étaient incendiées dans toute la ville. Ce qui était surprenant, c'est qu'aucune force de police n'était présente à Givors ce jour-là. Seuls le Maire, Martial Passi, moi-même et d'autres élus étaient présents pour assurer l'ordre et la sécurité. Incroyable non ? Pourtant vrai ! Alors que le

Préfet avait téléphoné au Maire pour le prévenir que le jeune délinquant était mort suite à ses blessures, et qu'on s'attendait à des représailles... Martial Passi avait insisté pour que les forces de l'ordre soient présentes. En vain. Juste avant l'incendie des voitures, j'avais moi-même été agressé par une bande d'individus (tous de jeunes d'origine maghrébine) qui voulaient me chasser de la place publique (et pour cause, ils craignaient que je sois témoin de l'incendie d'une voiture). Mon épouse a appelé la police plusieurs fois, et j'ai fait de même après mon agression, la police n'est jamais intervenue. J'ai appris ensuite qu'il n'y avait que deux fonctionnaires au commissariat ! L'un de mes agresseurs que j'ai pu reconnaître s'est avéré être un dangereux gangster, puisqu'il fut arrêté quelques semaines plus tard en flagrant délit d'attaque à main armée du Crédit Mutuel de Vienne (38). Il fut arrêté juste avant le procès pour mon agression, pour laquelle il écopa de deux mois de prison ferme.

Suite à ses événements, nous supportions difficilement la présence de jeunes dans la traboule de notre immeuble. Plusieurs d'entre nous eurent à intervenir fermement. Plusieurs fois, lorsque poliment, je demandais à un individu de ne pas rester dans ce lieu privé, j'entendis le discours suivant : "Vous me dites ça parce que je suis un Arabe. Si j'étais un petit Français, vous ne m'auriez rien dit.

— Pas du tout. Je ne vois pas, moi, s'il s'agit d'un Arabe ou pas... Cela ne m'importe guère...

— Vous dites cela, mais ce n'est pas vrai."

Après nos « émeutes qui firent la "une" de tous les médias, nous avons organisé, un conseil municipal extraordinaire public et ensuite un grand rassemblement devant la mairie. J'eus à intervenir plusieurs fois publiquement. D'abord, j'exprimais l'idée suivante : "Un délinquant est un délinquant, quelle que soit sa nationalité, sa religion ou sa couleur de peau. Ainsi, lorsqu'un délinquant est un Maghrébin, certains saisissent l'occasion pour faire du racisme en disant 'ce n'est pas étonnant c'est un Maghrébin', d'autres, disent le contraire, mais leur position aboutit au même résultat idéologique : 'Oh, il faut l'excuser, car c'est un Maghrébin.' Ni l'une ni l'autre des positions n'est la bonne. On ne s'occupe pas de la couleur de peau ou de l'origine d'une personne. Cette dernière est responsable de ses actes, un point c'est tout." Je m'adressai publiquement également aux responsables d'associations d'Algériens : "Vous êtes les parents de ces jeunes qui ont saccagé notre ville. Si vous ne prenez pas vos affaires en main, cela va évoluer vers une séparation des communautés. Vers un affrontement entre communautés, ce qui fait le jeu des idéologies racistes." Je dois dire que ce discours n'a pas vraiment été compris à ce moment-là. Lors de la manifestation devant la mairie, le représentant d'une association d'immigrés

a surtout appelé les gens à ne pas faire "l'amalgame". Ce discours me paraît ambigu, il prend comme état de fait la séparation des communautés. Je ne suis pas pour cette séparation, je suis pour la vie en commun, en bonne harmonie.

Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. L'ambiance s'est améliorée. En fait, un gang a tenté d'organiser sur ma commune, une mafia maghrébine, en utilisant la détresse de quelques jeunes et l'esprit "communautaire". Ces hommes, dont beaucoup sont aujourd'hui en prison, doivent être pris en considération comme des agents actifs du Front national, car ils mettent en place le terreau fertile sur lequel pousse l'idéologie fasciste et raciste. Parfois, l'esprit "communautaire" a eu la tentation de les excuser. Cette idée aussi a reculé. Car, la plupart des Algériens et des personnes d'origine algérienne, tentent d'isoler cette minorité activiste dans laquelle d'ailleurs, l'islamisme a puisé nombre de ses forces en France.

Quoi qu'il en soit, ces problèmes font partie de la France. Tous ces jeunes et moins jeunes Français d'origine algérienne font partie du peuple français. Moi je les aime comme j'aime tous les Français. Ils sont différents et attachants par leurs différences. Certains ne les aiment pas. Comme le dit plus loin mon ami Ali :

"On n'est pas obligé d'aimer tout le monde, mais on est obligé de le respecter."

L'espace, le temps et la société...

Il faut aussi évoquer les difficultés propres à la communauté algérienne. Toutes les interviews que j'ai réalisées, toutes les entrevues que j'ai eues ont été nécessaires pour relier entre eux les différents éléments de ces difficultés, car les Algériens eux-mêmes en parlent peu, par pudeur ou par dignité.

La plupart des immigrés algériens sont, à l'origine, des paysans analphabètes, même dans leur langue maternelle. C'est pourquoi Freud aurait eu toutes facilités psychanalytiques à expliquer certaines difficultés de leurs enfants. Parmi eux, il y avait (et il y a toujours) une « élite », ceux qui ont fourni en leur temps des cadres au F.L.N. D'autre part, cela crée de graves problèmes de communication avec l'entourage et encourage le regroupement ethnique.

D'autre part, chaque culture, chaque société a son mode de gestion de l'espace et du temps. Toutes les sociétés méditerranéennes ont en commun l'utilisation importante des espaces publics, du "dehors". Le "dedans" est la partie propre, ordonnée, à l'ombre et à la fraîcheur. Lorsqu'on est désœuvré, on ne reste pas "dedans", on va "dehors". J'ai bien compris cela en Italie du sud, dont les places de village sont toujours occupées par des messieurs, les "desoccupati", les chômeurs. La femme reste au "dedans", où elle a la charge de l'éducation des enfants et de la tenue de la maison. Les en-

fants, lorsqu'ils ne sont pas à l'école, sont donc désœuvrés, leur place naturelle est "dehors". Et là, les hommes prennent la relève, et s'occupent de faire respecter le civisme. Cette pratique traditionnelle entraîne une incompréhension : souvent elle est traduite par le fait que "ces gens ne s'occupent pas de leurs enfants". D'où l'idée "qu'on ne va pas le faire à leur place" ! Enfin, il y a des endroits où on ne peut être tous en même temps. Il n'est pas possible qu'un jeune regarde la télévision en même temps que son père, car il pourrait y avoir des images impudiques...

Enfin, la gestion de l'emploi du temps, base décisive de la personnalité de l'individu, est aussi particulière. Le rythme de vie suit celui des prières dans la journée, et des "fêtes" et autres traditions religieuses dans l'année. Le calendrier du Coran suit le rythme lunaire qui ne correspond pas aux saisons. Ceci doit avoir peu d'importance dans les pays du Moyen-Orient et dans le désert...

Alain Pelosato
Jaligny, le 8 août 2000

Interviews

Ali Mekherbeche
Fatima Mekherbeche

Ce petit livre est le fruit d'un vaste travail qui a connu des réussites et des échecs. De nombreuses personnes ont été rencontrées par moi-même et par les trois personnes dont l'interview est présenté dans les pages qui suivent.

En fin de compte, seules trois personnes s'expriment directement dans ce livre, mais elles sont le porte-parole de milliers d'autres, amis, amies, Algériens et d'origine algérienne.

Qu'ils soient tous ici remerciés.

Ali Mekherbeche

Mon cher Ali, tu es Algérien ?

Oui, je suis né en Algérie dans la massif des Aurès, en mars 1956, quelque temps après, mon village a été incendié par l'armée française... Avec mes grands-parents maternels, mon oncle, ma sœur aînée⁵ et ma maman, nous sommes arrivés en France en novembre 1957. Mon père était déjà établi ici en France depuis 1946. Il travaillait dans les hauts fourneaux, chez Prénat à Givors.

Tu as entendu parler souvent de la tragédie du village incendié ?

De temps en temps lors de réunions de famille ce sont des choses qui se racontaient. Et quand je suis retourné là-bas, pour la première fois en 1975. J'ai d'ailleurs su qu'il s'agissait d'une vengeance de l'armée française contre le F.L.N. En fait, ce dernier avait eu des informations d'un soldat français et il avait pu dérober des armes et du matériel qui a servi aux embuscades. Ceci dit, quand on en parlait, le temps avait passé et c'était plutôt une anecdote plutôt qu'un drame puisqu'il y a eu des victimes.

Donc pour toi, la France c'est un peu ça d'abord, la guerre d'Algérie, même si tu ne l'as pas vécue directement...

Dans notre famille, et globalement chez les gens de notre génération, à Givors, on n'a pas tellement ressenti de rancœur vis-à-

⁵ Il s'agit de Fatima, dite « Zora » qui fait l'objet de l'interview suivant.

vis de la population givordine⁶. On nous disait que les "gens de la mairie" avaient beaucoup fait pour la paix, pour la population algérienne, pour pouvoir l'accueillir, la loger. Et, de manière plus politique, entre les résistants algériens et les élus locaux du P.C.F. il y a toujours eu une sorte de complicité qui fait que naturellement, quand il était question de la guerre d'Algérie, ce n'était pas en terme revanchard, mais plutôt un peu de manière historique, anecdotique. D'ailleurs mon père qui était directement impliqué dans ces événements, nous a peu parlé de ce qu'il a pu faire. Contrairement à ce que j'ai entendu dans la famille lorsqu'il y a eu le conflit entre Israël et l'Égypte pour le Sinaï. Là c'était vraiment des propos anti-juif très virulents.

Ton père⁷ a participé à l'action clandestine du F.L.N. en France. Il t'en a très peu parlé.

Oui. On a eu des témoignages pas des gens que j'ai rencontrés plus tard, dans la vie politique ou associative : un responsable de la Maison des Jeunes, une religieuse qui était assistante sociale chez Prénat... Les élus locaux. Mais lui-même en a très très peu parlé... D'après ce que je sais, il devait être collecteur du F.L.N. en réseau avec d'autres gens.

Je comprends très bien que vous étiez dans une situation particulière, vous les Algériens de Givors, car la municipalité a toujours soutenu la lutte de libération du peuple algérien. Et en tant qu'Algérien, est-ce que tu as souffert du racisme ?

Des souvenirs, des émotions, j'en ai. J'ai entendu du balcon crier : "Faut pas jouer avec les Algériens !" Mais dans la ville on a eu très peu de problèmes. J'ai eu à vivre des situations dans le cadre de voyages sportifs dans d'autres communes. Parfois,

⁶ Les habitants de Givors : les Givordins et les Givordines.

⁷ Son père est aujourd'hui décédé.

quand on jouait un match à l'extérieur, on se faisait insulter à chaque fois qu'on touchait le ballon. Mais à Givors, on n'a pas eu de vrais problèmes.

On peut dire aussi que quand on grandit, on ne théorise pas le vécu — un vécu de quartier, on fonctionnait en bandes et en rivalités entre quartiers —, ce n'était pas connoté de façon raciste. La pédagogie des parents consistait à dire : "Vous avez de la chance d'aller à l'école, car nous on ne l'a pas eue, vous avez de la chance d'aller en vacances à Saint-Pierre-de-Chartreuse⁸, pas nous, etc." On pouvait donc comparer ces conditions de vie où tout nous était disponible, avec celles des parents, qu'ils nous avaient racontées : faire des kilomètres pour aller chercher l'eau, soumis à des colons parfois dès l'âge de dix ans pour travailler...

Plus tard, on a rencontré des difficultés. Il fallait avoir les capacités intellectuelles pour faire la différence entre une discrimination et une remarque objective. Dans la classe, Ali ou Guy, ou un autre, l'instituteur faisait son travail, on n'a jamais eu à rapporter à nos parents une discrimination raciale.

Tu n'as donc jamais eu des conditions pour tomber dans la "paranoïa", pour ressentir une chape de plomb raciste sur tes épaules...

Tu n'as donc pas eu de conflits entre ta nationalité algérienne, ta culture algérienne et le fait de vivre en France ?

Dans la mesure où on n'a pas une vie semée d'embûches et de handicaps, du coup, la culture algérienne devient une richesse. Dans la cellule familiale qui est une partie de l'existence dans l'espace et dans le temps, on apprend beaucoup de choses, une manière d'être, les relations avec les autres, une manière de respecter les autres, des différences, qui vont d'ailleurs au-delà des habitudes alimentaires ; et, on a aussi la chance, donc, d'être en

⁸ Centre de vacances de la municipalité dans les Alpes.

contact à l'extérieur, avec l'occident, ses valeurs, ses principes, son organisation, sa modernité d'une certaine manière. Donc, j'insiste un peu : dans la mesure où on n'a pas de difficultés scolaires, d'accès à l'emploi, et, donc, de ces handicaps en découlent forcément d'autres comme des problèmes de logement, par exemple. Tous ces problèmes peuvent m'amener à comprendre la constitution chez les victimes d'un état d'esprit un peu incisif. À partir du moment où on ne connaît pas ces problèmes, c'est un plaisir de vivre ici, mais aussi de retourner de temps en temps en Algérie... Mais avant tout c'est quand même très confortable pour nous de pouvoir vivre comme ça.

Entre toi (qui a un peu plus de quarante ans) et un jeune de 17 ans d'origine algérienne (et de nationalité française) il y a une grande différence d'état d'esprit. Que je sache, tes parents n'étaient pas des intellectuels ?

J'ai eu le privilège d'avoir un père qui était lettré en arabe et qui a été alphabétisé ici, dans son entreprise. Car l'entreprise gérait beaucoup d'aspects de la vie de l'ouvrier : le logement au début avec les baraquements, l'aspect sanitaire et social, l'aider à remplir les papiers, etc. Ma mère aussi est allée à l'école jusqu'à 14 ans. J'ai des souvenirs de gens qui venaient à la maison pour se faire lire des lettres reçues, se faire aider à remplir des mandats... Dans le quartier dans lequel j'ai grandi, et je pense que la ville de Givors a grandi comme ça, cohabitaient, y compris dans la même allée, des Espagnols, des Italiens, des Algériens, des Français. Tous les pères allaient au boulot, les mères étaient très présentes... Il y avait une espèce de contrôle social dans le quartier... une famille un peu élargie, la communauté du quartier, si on peut dire... Il y avait des relations intercommunautaires qui, effectivement, ont eu tendance à s'évaporer aujourd'hui. Une

ambiance chaleureuse, dans un quartier d'habitat social⁹, avec des gens aux opinions politiques, habitués à la lutte : Espagnols antifranquistes, Italiens antifascistes, avec l'école publique dans le quartier. Nos parents se retrouvaient... et ce qui se passait entre les parents induisait entre les enfants, des liens se tissaient, il y avait une véritable vie sociale...
Et chacun pratiquait sa religion, ses fêtes...

Je note au passage dans ce que tu dis qu'il y avait un rôle unificateur de la politique ?

Entre ce qui s'est passé en Algérie¹⁰, qui rendent les stratégies de retour aléatoires, qui posent des problèmes d'identité assez forts puisque les gens n'y retournent plus comme autrefois, et la montée du Front National et donc, du racisme érigé en politique, c'est-à-dire, une situation qui rend la politique douloureuse la volonté de vivre ici. Tout cela montre que les choses ont évolué, qu'elles se sont "abîmées" un peu... dans la relation entre les gens qui ont de plus en plus de mal à vivre ensemble.

Après les tremblements de terre en Turquie, j'étais dans un bar pour boire un café, et je constatais que les Turcs étaient regroupés ensemble, les Algériens à côté, les Français plus loin qui buvaient de l'alcool. J'étais assez triste de constater que personne ne s'adressait aux Turcs, pour demander si des membres de sa famille avaient été touchés... Pareil en ce qui concerne les événements en Algérie... À l'époque de mon enfance, la solidarité se serait exprimée...

Il y a donc un repli sur soi de chaque communauté. Ne doit-on pas prendre également en considération l'évolution au niveau international ? L'effondrement des pays de l'Est a laissé un

⁹ La cité Ambrois Croizat à Givors, composée de petits logements sociaux bon marché.

¹⁰ Ali parle des événements récents : attentats islamistes, guerres civile...

grand vide idéologique. Beaucoup de gens n'ont plus de point de repère... Cela complique beaucoup les choses.

Le fait qu'il y a a des ambiguïtés dans les discours politiques avec ce qui se passe en Algérie et ailleurs, et aussi, au plan national et même local, a tendu les rapports

Il faudrait aussi analyser en quoi le contenu des discours politiques s'aggrave en même temps que l'aggravation de la situation économique et sociale....

Il faut se rappeler les conditions dans lesquelles s'est faite cette immigration. En général, ce sont des gens qui sont venus pour des raisons économiques, qui sont analphabètes dans leur langue d'origine. Ils ont eu à affronter le travail. Ça ils ont su le faire... Ils ont eu ensuite à affronter leur intégration dans la société française et cela a été plus difficile. Dans un deuxième temps sont arrivées les mères de famille avec des enfants quand il y en avait ou des enfants sont venus au monde ici. Et du coup ce qu'on a pu observer dans ces familles, et cela est encore valable aujourd'hui, c'est le retard qui a été pris dans l'organisation de l'accueil de ces familles. On s'était très bien occupé des pères, car cela s'est fait dans le même cadre que pour des travailleurs français. Or dans ces familles algériennes, le père plante le cadre de l'éducation et la mère engage le processus. Une des phrases qui m'a marqué dans ma vie (c'est d'ailleurs pour ça que j'ai eu du mal à retrouver mon père) est celle-ci : "Tu vas voir quand ton père va rentrer !" Alors que la société occidentale ne fonctionne pas comme cela, c'est plutôt un discours de couple. Cette tradition n'a pas été prise en compte et un gros retard a été pris, ainsi, les enfants d'origine algérienne vivant en France vont connaître des difficultés. Parce que s'intégrer dans la société française ça suppose d'avoir un cursus scolaire correct, un discours de couple. C'est certainement une différence entre nous et la population occidentale. Toutes les mères algériennes ne mesurent pas par exemple les enjeux de l'école, donc de la forma-

tion ; ne mesurent pas tous les enjeux du rythme de vie des enfants ; leur approche de ce qui se passe au-dehors, dans l'espace public, est une approche un peu empirique. Ainsi, certains sont aujourd'hui dépassés. Je connais des gens de mon âge qui sont allés gifler un enseignant, ou le menacer... C'est une chose qui aurait été inconcevable pour des gens de la génération de mon père. Ce genre d'attitude est prétextée par du racisme, mais le problème est beaucoup plus profond. Il faut que ces personnes adultes, responsables de l'éducation de leurs enfants, prennent bien la mesure de tout cela. Il faut donc une politique publique qui leur donne les moyens de le saisir et de maîtriser les enjeux de société.

Il y a aussi, et tu l'as évoqué, la crainte de subir des injustices racistes, crainte guère justifiée dans bien des cas, mais parfois ces injustices sont réelles.

Je suis allé en Algérie il n'y a pas très longtemps. J'ai pu constater que bien des jeunes de là-bas ont un seul rêve, c'est celui de venir en France... Ils vivent une situation difficile dans leur pays. D'autre part, tu faisais référence aux pères qui travaillaient, aujourd'hui, en France, il y a beaucoup de pères algériens, ou d'origine algérienne qui ne travaillent pas... Il y a donc aussi des pères jeunes, qui sont venus en France avec l'illusion de venir au paradis, en ce disant qu'il allait s'en sortir et que finalement, il s'aperçoit qu'il ne s'en sort pas du tout comme il le croyait, et il peut l'interpréter par le fait qu'il est Algérien.

Un immigré est identifié comme étant sur un parcours promotionnel quand il quitte son pays ou sa région. Cela ne peut pas être vécu autrement, évidemment. À partir du moment où il a fait ce pas, il est difficile de revenir. Alors, là-bas, qu'est-ce qui se passe dans la tête des gens de la famille quand j'y vais ? Le fait de venir de France, ils idéalisent complètement sur ce qu'on

est, l'accès à des droits fondamentaux comme l'éducation, la santé, le logement, etc. Sachant que ces pays sont en voie de développement et, malgré des richesses, ce sont des pays qui sont un peu en retard dans beaucoup de domaines. Ils s'imaginent que le fait de venir en France, ou en Occident, en général, va leur assurer automatiquement une promotion comme on l'a eu. Et un certain nombre de mes compatriotes lorsqu'ils retournent en Algérie ne se gênent pas pour afficher cela. Par le fait d'avoir une bagnole, une tenue. Quand on va en Algérie, on rencontre effectivement ces gens qui ont envie de venir. Là-bas leur situation est plus difficile. Le travail est plus codifié, tout le monde n'en a pas, le niveau de vie est relativement bas. Le kilo d'agneau vaut 10% du SMIC !

Il y a un événement à ne pas négliger : ma génération a grandi sous le régime de la carte de séjour. Un statut bien précis d'étranger, on était psychologiquement préparé par nos parents au fait que nous ne sommes pas dans notre pays, donc il y a des choses que l'on ne fait pas. Les choses étaient bien précisées : il y a les Français et les étrangers. Je me rappelle quand j'ai commencé à m'intéresser à la politique (je crois que j'avais fait une grève au lycée), mon père m'avait interpellé en me disant qu'il ne voulait pas du tout que je participe à ce genre d'action. Il y avait donc des interdits clairement affirmés. Alors, ne parlons pas du vol ! Il était hors de question que la police vienne à la maison parce qu'on avait volé au marché des cerises à un producteur ! Cette manière un peu automatique de donner la nationalité aux personnes nées ici après 1963, (je trouve que c'est un acte politique fort) sans être accompagnées d'un projet social d'intégration. C'est juste la couleur d'un document administratif qui change. Cela a un peu perturbé, notamment la vie familiale. Par exemple, un dimanche d'élection, quand dans une famille il y a ceux qui vont voter et les autres... Les gamins sont en morceaux. Quand arrive le moment de l'armée...

Il y a aussi la question de la religion. Comment ça se passe pour un musulman quand il arrive en France, quand il va à l'école, d'autant plus s'il est du sexe féminin... comment ça se passe pour la gym, les jours fériés et les fêtes religieuses ? Comment ça se gère, comment les familles sont-elles préparées à ça ? Donc, comme les familles n'ont pas de réponse et n'ont pas pensé à toutes ces questions, et que des apports de connaissance se font dans les familles un peu par tradition (il y a dans cette dernière des superstitions, des connaissances religieuses, mais qui sont loin d'être parfaites, car le Coran, comme les autres écrits sacrés est très complexe...), donc incomplètes, voire fausses, on aboutit à des confusions terribles.

On n'a pas encore réglé ce problème au niveau de nos institutions. J'ai participé à des discussions difficiles au niveau municipal sur les problèmes des règles alimentaires de la religion. Sous prétexte de laïcité, certains refusent d'organiser les choses de manière à respecter les règles religieuses. Pour moi (je ne suis pas croyant) la laïcité, c'est justement de respecter la foi et les traditions religieuses, au même titre que l'on n'accepte pas de se les laisser imposer.

De ce que je sais, la difficulté de la pratique musulmane (dans ma famille, il y a beaucoup de croyants), c'est qu'il n'y a pas d'organisation en clergé, la religion laisse une liberté au pratiquant en dehors d'un certain nombre de "piliers". En fait, c'est une affaire entre le pratiquant et lui-même ! L'inexistence de clergé dans un pays organisé comme la France pose des difficultés. Je sais que le président de la République a eu quelques difficultés à rencontrer les représentants de la communauté musulmane pour présenter ses vœux. On va facilement vers une politisation de la religion musulmane, quand elle est animée par des personnes qui ont d'autres intentions que la religion. Je pense que tout le monde ici est conscient qu'en France on peut prati-

quer la religion de son choix, et la laïcité est un cadre politique qui permet la pratique de toute religion.

Quand on voit se multiplier les lieux de culte avec des séparations à l'intérieur de la communauté selon qu'on est de telle région d'Algérie par exemple. Ce qui est vraiment dramatique c'est l'inculture. Il faut donc aider les gens à retrouver leur culture avec des livres, l'enseignement de l'histoire des religions, y compris pour rétablir la fraternité entre les uns et les autres parce qu'entre la Thora, la Bible et le Coran, il y a 90% de valeurs communes.

Et le fait d'être un Arabe ?

Une anecdote là-dessus.

Un jour au fin fond des Aurès, j'entends qu'on appelle une vieille dame "L'Arabe". J'ai demandé pourquoi. Parce que dans quelques coins d'Algérie, quand quelqu'un a les traits marqués, qui ressemble physiquement à quelqu'un originaire du Moyen-Orient, c'est ça !

L'Algérie est un pays qui a été traversé par des flux culturels et culturels, par les empires les plus divers. Les Romains, les Ottomans, les Arabes... Plus tard la France. Donc considérer qu'on est un pays arabe est une vision réductrice parce que deux mille ans dans l'histoire de l'humanité c'est pas grand-chose. Dans le patrimoine architectural, dans le patrimoine culturel, dans le patrimoine culturel, dans le langage, il y a des traces de toutes ces civilisations. Berbère est un mot romain... Un Algérien est un Algérien. Il doit s'appuyer sur la richesse de son histoire. Est-ce une tentative de régler l'histoire entre la France et l'Algérie d'avoir décidé l'arabisation¹¹ en Algérie ? Quel sens politique contient-elle je n'en sais rien... Cela n'a pas plu dans les zones

¹¹ L'arabisation s'est traduite par l'obligation que tout document administratif soit rédigé en langue arabe. Ce qui a posé de graves problèmes à de nombreuses personnes qui ne savent pas lire l'arabe !

où la langue berbère se pratique, et aux francophones qui sont encore nombreux. Ainsi des blocs se constituent : la ligue des Pays arabes (l'Algérie en fait partie, le Maroc et la Tunisie aussi), le Maghreb en opposition géographique à l'Europe, avec une politique européenne qui tournait un peu le dos à la Méditerranée.

Moi je me considère comme Algérien et c'est tout.

Il y a autre chose qui me questionne, c'est l'histoire politique de l'Algérie qui a été marquée par un régime de parti unique. Cela a marqué l'état d'esprit des Algériens ici. Après l'indépendance, en France, il y avait encore une structure politique représentative du nouvel État algérien qui encadrait ses ressortissants. D'un coup, le parti unique a disparu et on constate le même phénomène que dans les pays de l'Est, avec une perte de repères essentiels.

Tout le paysage politique algérien est issu du Front de libération nationale. Dans le F.L.N on trouvait de tout. Quand la parole s'est libérée, on y a vu des prosoviétiques, des libéraux, des islamistes, des capitalistes, avec de dures privatisations qui ont développé le chômage.

Les générations qui ont connu le système colonial, ont connu l'autorité (sans parler d'autoritarisme... mais c'est presque ça aussi) — là ce serait plutôt la génération des grands-parents des gamins d'aujourd'hui — ne comprennent pas le fait que l'administration française n'arrive pas à résoudre ces questions de sécurité, de prévention ; que l'éducation nationale ne réussisse pas non plus, car ceux qui ont eu la chance d'aller à l'école se souviennent des coups de trique qu'ils ont reçus... Ils prennent ça comme une défaillance du système public français...

Ils sont complètement désemparés, ils ne savent plus quel rôle ils peuvent jouer... ils ne sont pas dans une organisation urbaine, sociale, qui leur permet de jouer leur rôle. Le grand-père habite

Givors-ville, le fils habite aux Vernes et ailleurs... donc ils sont séparés et on n'est plus dans l'organisation traditionnelle de la famille algérienne qui permet à chacun de jouer son rôle...

Le regard que les anciens ont sur ces jeunes c'est ça : il est très sévère ! très dur ! En même temps ils sont désemparés, ils se demandent quel pouvoir ils ont...

Entre des gens comme moi et les jeunes en difficulté, c'est exactement la même chose. Avec la douleur qui peut être la mienne (et ce n'est pas pour rien que j'ai quelques engagements par ailleurs...) : à la fois à certains moments on prône la répression et à d'autres moments on essaie de chercher des solutions pour aider ces jeunes à régler leurs problèmes personnels. Justement, du fait de ces situations un peu handicapantes (échec scolaire, etc.), ils n'ont pas du tout le même rapport à l'espace public, au politique, à l'extérieur en quelque sorte... Ils ont cette tendance aussi, dans la mesure où ils vivent une situation dans laquelle ils subissent une certaine violence, de réagir par la violence... qui se caractérise par du verbal, des actes de dégradation, par un vocabulaire très dur. Y compris avec des expressions racistes ! Parce que moi je ne vois pas la différence entre les expressions racistes : "melon", "fromage"...

En même temps, ce qui me satisfait c'est de constater qu'il n'y a jamais eu autant de jeunes issus de l'immigration sur les bancs des lycées, de l'université. Et ceux qui font le pas des relations mixtes... Je me souviens, quand j'allais au lycée de Vienne en bus, on était seulement trois jeunes d'origine algérienne dans le bus. Aujourd'hui, on voit qu'il y a quand même des résultats.

Il faut bien comprendre également qu'il y a des comportements de jeunes maghrébins dans l'espace public qui ne sont pas forcément condamnables. Par exemple, souvent on me dit : "On ne voit qu'eux dehors ! Qu'est-ce qu'ils font toujours dehors !..." Avec un peu d'inquiétude... Dans une maison algérienne, il y a des traditions. Par exemple, je n'ai jamais mis les pieds dans la cuisine chez mes parents. Il y avait un ordre social établi dans la

famille, qui était traditionnel... Pendant ce temps-là qu'est-ce que je faisais ? Eh bien, j'étais dehors ! Je jouais au ballon, je glandouillais avec des copains comme tous les adolescents le font... Une habitation dans une famille algérienne n'est pas utilisée de la même manière que dans une famille occidentale. Dans une famille occidentale, ou comme moi je vis aujourd'hui, la cuisine c'est la cuisine, le salon c'est le salon, la chambre c'est la chambre, etc. Dans la tradition algérienne, ça ne se passe pas du tout comme ça. Un lieu qui sert à faire la cuisine, servira à manger, et ensuite à dormir. Il n'y a que la chambre des parents qui a son rôle spécifique. Cela a des conséquences. Ainsi quand le père est devant la télé, il n'y a personne d'autre...

Et quand j'entends dire : "Je ne comprends pas, c'est un gars bien, qu'est-ce qu'il fout avec eux ?" Parce qu'il sont ensemble à un moment donné, pour une raison précise. Ils ne sont pas ensemble parce qu'ils auraient adhéré à un projet collectif. Ils sont ensemble parce qu'à ce moment-là ils ne peuvent pas être à la maison, alors ils sont dehors. Et ils vont là on peut se rencontrer, discuter. Mais cela ne veut pas dire qu'il y a uniformité du groupe constitué et visible sur l'espace public.

D'ailleurs, un jour j'ai eu une altercation là, sur la place et l'un des jeunes me dit : "Vous, vous faites l'amalgame ! Moi, je ne suis pas comme eux !"

Je lui répondis : "Tu n'es pas comme eux ? Mais je ne le savais pas moi ! Je passe, ils m'insultent ; tu es là et tu rigoles avec eux... Si t'es pas d'accord avec eux, il faut leur dire !

— Je leur dis, mais ils ne veulent pas m'écouter."

Je parlais des différences tout à l'heure entre les générations, ce qui est naturel, ce qui existe dans toute communauté, mais en même temps, il y a cela de particulier dans la communauté algérienne... cela fait penser à une appartenance politique... on pourrait dire : "On ne sort pas du troupeau comme ça !" Moi qui ai

occupé des fonctions sur la commune, le fait d'avoir travaillé pour la collectivité locale, je me souviens bien que mon surnom était "Ali la France"... Et un jour j'ai essayé de comprendre de quoi il s'agissait : cela dépendait de plusieurs sentiments mélangés. Une fierté d'avoir quelqu'un de la communauté qui occupe une fonction qui leur paraissait inaccessible (bien que ce soit un boulot comme un autre) et en même temps quelqu'un qui était du côté des Français... Pour reprendre ce que tu disais, quand des jeunes comme cela sont à côté d'autres qui posent des problèmes d'attitudes d'incivilité dans le quartier, c'est très difficile pour eux de ne pas rester dans le groupe. Je voudrais savoir combien d'Algériens sont allés témoigner au commissariat contre d'autres Algériens. À mon avis, peu. Il y a cette solidarité communautaire, et la personne qui veut se sortir de ça pour faire autre chose, ça passe aussi par un changement de lieu. On voit bien la différence entre les filles et les garçons. On voit peu de groupes de filles dans le quartier ou dans la ville. Par contre on les croise rue de la République à Lyon ou ailleurs. Elles ne pourront pas faire ce qu'elles ont envie de faire pour un tas de raisons, devant leurs frères, leurs oncles, leurs pères, etc.

C'est comme ça en Algérie d'ailleurs. À Alger, on voit des filles en jeans...

Ah ! ça, c'est un autre aspect. Des traditions sont encore véhiculées dans des familles immigrées et ne sont plus pratiquées en Algérie depuis quinze à vingt ans. L'immigré, c'est cela qui est curieux, il reste sur des schémas qu'il a connus (mon père a quitté l'Algérie à vingt ans, en 1946, quand il y est retourné trente ans après, notamment pour aller voir ma sœur qui était établie là-bas, il a bien vu que des choses avaient évolué. Par contre, ceux qui ne vont plus en Algérie, ou qui ne s'intéressent pas à ces questions ou ont des valeurs qui sont acquises, sont un peu perdus. Ils véhiculent des choses incroyables. Sur la santé par

exemple ! Il y a encore des gens qui pratiquent la "médecine" genre soigner une entorse avec de l'huile d'olive et du jus de citron.

Sans parler de la contraception et tout cela !

Voilà !

Pour en revenir au problème de l'amalgame. J'ai vécu des expériences intéressantes. On m'a raconté qu'il y a eu une agression dans le quartier et qu'un jeune d'origine algérienne (un de ceux qui font partie des "emmerdeurs" comme on dit) est allé témoigner au commissariat contre les agresseurs. Une autre fois j'ai eu une discussion avec des jeunes adolescents de quatorze ans qui lançaient des pétards : réaction normale d'un élu face à une attitude dangereuse. Les gamins l'ont mal pris et m'ont insulté, car ils connaissent ma fonction. J'ai alors vu arriver en courant un jeune homme avec qui j'avais eu affaire à la justice auparavant. Je me suis senti inquiet en pensant qu'il allait participer à l'agression verbale. Eh bien je me trompais ! Il venait disputer les gamins en leur disant qu'ils arrêtaient de me manquer de respect, et que j'avais mes raisons de les interpellé. Cela m'a fait énormément plaisir !

Il y a donc là aussi une évolution positive. Ce gars, les problèmes que certains membres de sa famille ont posé à la vie sociale n'ont pas empêché la municipalité — et moi-même — de l'aider à s'en sortir comme nous aidons tout un chacun...

Il y a aussi le problème politique. Souvent ces jeunes me disent : "Le Maire nous a fait des promesses, et il ne les a pas tenues." C'est vrai que nous leur avons dit que notre politique était celle du plein emploi. Ils ont compris eux que nous allions donner du travail à tout le monde ! Et j'ai aussi entendu : "Avec tous les milliards qu'il y a la Mairie, vous ne faites rien pour nous !" Ils voient aussi les élus comme des profiteurs.

Ce capital de confiance et au-delà même, ce capital de complicité, qu'il y avait autrefois ici c'est évaporé !

Le rapport avec la ville ne se fait plus sur la base idéologique de solidarité avec le monde ouvrier. Il se fait avec une assemblée qui est là pour gérer un territoire sur lequel se trouvent des gens qui ne vivent pas du salariat, qui sont en grande difficulté. Les élus ont en charge de gérer cette nouvelle situation. Ces jeunes qui posent des problèmes font partie des familles qui sont le plus en difficulté ; ils ont durci leurs rapports avec l' élu local parce que c'est celui qui leur est le plus proche... Mais globalement, ils ont durci leurs rapports avec la société. Ils sont Français à part entière sur le plan administratif, ils ne se gênent pas pour le dire, mais comme c'est un discours "de rue", et pas un discours construit à partir de la famille, de l'école ou de la formation, ou même de l'université... il est très réducteur, très raccourci.

On ne peut donc pas avoir avec eux un discours "de rue" d'un autre genre, du genre : "Votez pour nous et on s'occupera du reste !" Ils ont une vie beaucoup plus compliquée que cela ces gens... De même il est particulièrement réducteur de dire : "La solution c'est l'emploi." Non pas que ça n'en est pas une partie, mais avec l'emploi, il faut bien d'autres dispositions...

Effectivement, il y a le fait économique — le revenu, le salaire... — le fait psychologique — l'image de soi-même, ce qu'on est quand on n'a pas d'autre choix que de traîner dehors — les problèmes de santé, voire des problèmes de justice. Ce ne sont donc pas des personnes qu'on peut aborder facilement, à cause de la fragilité qui les caractérise... Heureusement, il y a encore des solidarités dans les familles qui font que le minimum vital est quasiment toujours pris en charge. Certaines personnes sont encore chez leurs parents à un âge très avancé...

Cette solidarité importante est aussi une vieille tradition algérienne...

Au sein d'une même famille, entre les familles, c'est assez important. Je l'ai encore constaté lors du décès de mon père : j'ai vu arriver des bacs avec de la viande, des cartons de légumes... les gens qui nous avaient envoyé tout ça savaient qu'on allait recevoir du monde qui viendrait nous présenter ses condoléances. Il y a eu aussi des dons d'argent pour permettre à des gens de la famille d'accompagner le corps en Algérie pour l'enterrer... Tout cela s'est fait spontanément.

Tu m'avais expliqué un jour que les fêtes sont ouvertes à tous...

Voilà ! Il y a ça aussi. Quand il y a une fête (un mariage, un baptême) l'invitation se fait maintenant de deux manières : l'invitation "occidentale" avec un carton d'invitation (l'intérêt d'être en France c'est aussi d'échanger des pratiques...) et la tradition orale. Il s'agit de faire savoir à des personnes qu'il y a une fête et qu'elles peuvent venir au repas (l'offrande) et il y a aussi des repas qui sont portés à des gens malades, soit à l'hôpital, à des gens seuls comme au foyer SONACOTRA, des gens qui n'ont pas pu venir au mariage. Ceux qui viennent, le font pour marquer le choix qu'ils ont fait de montrer leur affection aux gens dont la fête est l'objet. Ce n'est pas les gens concernés par la fête (les mariés par exemple) qui invitent, c'est le contraire, ce sont les gens qui viennent qui marquent leur affection en le faisant.

D'où un déroulement avec d'abord les anciens, et ensuite jusqu'aux plus jeunes... Cela explique pourquoi il y a beaucoup de va-et-vient à ces fêtes... Cela se passe de manière naturelle, et dans la recherche du respect des traditions.

D'où l'importance pour les élus de tenir compte de cela dans la construction d'équipements.

Oui. C'est très important...

Une anecdote.

J'avais un Allemand dans mes connaissances. Et sa femme allait accoucher. Il est venu à l'entraînement en disant "ma femme va accoucher" avec un catalogue, nous l'a montré et nous a dit : "Achetez-moi ça." Dans son esprit, c'est idiot d'avoir deux fois le même cadeau ! L'efficacité allemande a donc joué. Je suis père de deux enfants et je sais comment ça se passe. L'enfant est l'objet de l'attention la plus particulière, de temps en temps la mère a un bouquet et le père se contente des secondes tâches pour ranger les bouteilles et c'est tout (rires).

Alors que chez les Algériens on donne de l'argent et on laisse les familles s'organiser. Là encore il y a une espèce "d'occidentalisation", qui fait que cela se fait maintenant d'amener le cadeau, mais globalement, on glisse un billet parce qu'on sait qu'on va recevoir beaucoup de monde, on va payer le café, etc.

Je ne porte pas de jugement sur aucune des trois traditions, les trois tiennent debout et c'est ça qui fait l'intérêt de la différence. C'est une richesse.

A partir de cette anecdote, on peut faire la transition avec le problème de l'intégration...

Je me souviens bien d'un jeune de Givors qui avait été sollicité pour les élections municipales et qui avait été élu (Akim)¹².

On s'intègre individuellement à partir du rayonnement qu'on a, de la formation initiale, l'école, etc. Et en même temps, de la part des autorités, j'ai souvent entendu dire : "Mais comment,

¹² Ce jeune Français faisait partie de notre délégation en Algérie en 1989 : voir mon introduction...

dans la communauté, vous ne pouvez pas régler telle question tel problème posé par tel jeune..." Cela est le modèle anglo-saxon. La question se pose donc de la manière avec laquelle la France va gérer son immigration. Sur le plan local, qu'est-ce que ça veut dire, quand il y a des troubles dans les lieux publics à cause de jeunes, on fait appel à des Algériens qui sont investis d'une certaine légitimité ? À ces personnes qui sont sollicitées, cela peut coûter de faire un certain nombre de démarches pour faciliter le "vivre ensemble", car elles ne représentent qu'elles-mêmes, et en même temps on pousse ainsi à un "communautarisme" pour amener des solutions à des problèmes qui relèvent tout simplement du cadre républicain, donc laïc... C'est là où se trouve une vraie question politique à aborder avec prudence.

Bien sûr, il n'y a pas de responsabilité collective ! Il n'y a que des responsabilités individuelles.

Mon père me racontait quand il était aux "baraquements" à côté de l'usine Prénat, il y avait une régulation sociale : le premier arrivé faisait venir d'autres immigrés dont il était le garant. Donc cet "ancien" jouait ce rôle de régulateur social. Maintenant, demander à des Algériens de régler le problème de la sécurité et de la prévention ou de la gestion de groupes de jeunes dans un quartier quand il y a des difficultés, ce n'est pas possible. D'autant que la société est organisée avec des travailleurs sociaux, des fonctionnaires qui sont là pour cela...

J'entends aussi dire parfois : "Les Turcs on ne les entend pas, ils règlent leurs problèmes entre eux, ou les Chinois..." Mais on voit bien le résultat lorsque ce système est en pratique dans les pays anglo-saxons.

L'originalité du système français est basée sur le système républicain et laïc. Mais il est difficile pour gérer les enjeux de communautés. Dans notre ville il y a cinq lieux de prières pour

les musulmans. Cela représente une surface importante selon un point de vue extérieur, mais est-ce suffisant ?

Pour le musulman, pour celui qui prêche en tout cas, le marxiste¹³ n'est pas un allié sur le plan idéologique. Or on voit de plus en plus se développer des pratiques religieuses, et vis-à-vis du communiste et du communisme en général, il y a une méfiance parce que ces gens sont athées... Cela a aussi contribué à abîmer les rapports qui étaient bons autrefois.

À ce propos, on peut dire un mot sur l'intégrisme religieux ? Ce dernier a beaucoup joué sur les problèmes sociaux en Algérie... En France, on peut dire qu'il y a deux intégrismes (entre autres...) : l'intégrisme musulman et le fascisme, le Front national. Ces deux intégrismes finissent par se rejoindre. L'intolérance fondamentale nourrit l'intolérance fondamentale de l'autre...

Y a-t-il vraiment de l'intégrisme religieux ici ?

Je ne sais pas. Le seul avis un peu spécialisé que j'ai eu c'est celui de Mohamed Arkoun¹⁴ qui avait rencontré les associations locales et les associations culturelles des deux monothéismes (musulmans et chrétiens). Ce qui l'inquiétait était que ces lieux de culte étaient animés par des personnes assez incompetentes sur le plan de la connaissance. Avec cet amalgame du politique et du religieux. En Algérie, l'islam est religion d'État. Cette confusion peut venir de là... Dans la culture politique algérienne, les choses sont indissociables : on codifie la société en fonction de

¹³ Givors est une municipalité d'union de la gauche à direction communiste.

¹⁴ Universitaire islamologue, enseignant à la Sorbonne, venu à Givors à l'invitation de la municipalité pour une conférence.

« Cet universitaire avait rencontré Jospin lorsqu'il était ministre de l'éducation. Il lui a demandé pourquoi dans les programmes scolaires on insistait pas plus sur l'histoire des religions. En plus de l'intérêt social pour l'intégration, c'est passionnant ! » M'a indiqué Ali plus tard.

valeurs religieuses. Donc tout cela n'est pas simple... Les choses ne sont pas mécaniques.

On peut aussi s'intéresser à l'urbain. Si on prend l'exemple des Vernes¹⁵, quartier qui possède beaucoup d'équipements, d'espaces publics bien aménagés. Il m'est également arrivé d'avoir des discussions avec des gens du quartier qui ne sont pas issus de la communauté algérienne qui se plaignent parce qu'il y a toujours des "Arabes" dehors. De même les représentants des offices H.L.M. qui disent ne pas pouvoir faire visiter les gens à certaines heures parce qu'il y a plein "d'Arabes" dehors.... Mais quand on regarde la composition sociale du quartier, on s'aperçoit qu'il n'y a pas que des gens d'origine algérienne qui habitent ce quartier. S'il n'y a qu'eux qui utilisent ce qu'ont proposé les urbanistes, on peut se poser la question : qui faut-il intégrer dans le quartier ?

On constate bien donc des confrontations de modes de vie. Qu'est-ce que ça veut dire aujourd'hui pour des gens d'habiter un quartier comme ça ? Est-ce qu'ils sont là de passage sur un parcours qui va ensuite les amener ailleurs, ce qui fait qu'ils n'ont pas du tout envie de s'investir dans le quartier ?

Je trouve que l'ambiance est bonne dans ce quartier. Il y a de la convivialité. Il m'est arrivé de prendre des gens en voiture pour les amener en centre-ville : ils faisaient les courses pour la voisine qui était malade... On retrouve un peu des choses que j'ai vécues dans mon enfance aux Plaines.¹⁶

On vit mal ensemble, mais est-ce qu'on a vraiment envie de vivre ensemble ?

La question du racisme je l'appréhende de la façon suivante : on ne peut pas aimer tout le monde, mais on doit respecter tout le monde... Le vivre ensemble passe par des actes individuels, mais

¹⁵ Quartier d'une ancienne « Z.U.P. » constitué essentiellement de tours et barres H.L.M. d'environ cinq mille habitants.

¹⁶ La cité Ambroise Croizat dont on a parlé tout à l'heure, et qui existe toujours, quasiment aux pieds des Venres.

aussi collectifs. Par exemple la famille peut jouer un grand rôle. Or la famille algérienne actuellement est en pleine recombinaison. Il faut que chacun retrouve sa place et son statut. Dans la mesure où une famille algérienne aujourd'hui (et notamment les jeunes couples issus de l'immigration) est amenée à vivre un peu comme les autres Français compte tenu de la forme de l'habitat, etc.

Il y a beaucoup de couples mixtes maintenant. De toute façon, je vois bien que les choses évoluent dans le bon sens. Le seul problème c'est qu'il y a une petite minorité de jeunes qui ont du mal à vivre et expriment une violence à l'extérieur...¹⁷ Cela a existé avec d'autres catégories sociales dans le passé.¹⁸



Alger dans la Casbah

¹⁷ « C'est la révolte ! », me disent souvent ces jeunes...

¹⁸ Dans mon enfance, à Hayange, dans la vallée sidérurgique de la Fensch, on appelait « le quartier chinois », le quartier des plus défavorisés...

Fatima Mekherbeche

(Zora)

Je suis né en Algérie en 1954, quelques mois avant le déclenchement de la révolution dans un tout petit village. Ce qu'on appelle un douar : Naffa.

Mon père était en France quand je suis née. Je l'ai vu quand j'avais un peu plus d'un an. Il était parti travailler en France bien avant ma naissance pour subvenir aux besoins de la famille. Une émigration purement économique. Ensuite, il y eu la naissance de mon frère en 1956¹⁹, puis le douar a été entièrement brûlé au napalm. On a donc été, disons, rapatrié par mes grands-parents maternels qui habitaient en ville à Batna. Nous n'y sommes pas restés longtemps, mon père nous a tous fait venir en France pour vivre avec lui, et surtout pour vivre décemment.

Donc, quand vous aviez deux ans, le village avait brûlé ? Vous ne vous en souvenez pas ?

Non, je n'en ai aucun souvenir.

On vous l'a donc raconté...

Vous êtes venue en France à l'âge de trois ans.

Ensuite j'ai fait ma scolarité normalement. Avant d'habiter aux Plaines où mes parents ont vécu quarante ans, on a habité d'autres quartiers.

¹⁹ Il s'agit bien sûr d'Ali.

Vous n'avez pas souffert d'un décalage, car vous étiez toute petite quand vous avez quitté l'Algérie. Vous avez donc des souvenirs d'enfance comme n'importe quelle petite Française...

Oui, comme n'importe quel enfant de la planète !

J'ai des souvenirs précis : par exemple le souvenir des inondations²⁰. Je me souviens de barques... Mes grands-parents habitaient à Givors-Canal²¹ au bord du Rhône. On allait à la pompe pour s'approvisionner en eau.²²

Vous n'avez jamais ressenti le racisme ?

Non, non... À cette époque on a surtout vécu dans un respect mutuel... Quand on disait "L'Espagnol ou "l'Italien"²³, ce n'était pas par racisme, mais pour désigner telle personne... Ce n'était pas péjoratif... On disait aussi "l'Oranais", "le Sétifien"? Pour les personnes qui avaient le même prénom, cela les différenciait: "Mohammed le Sétifien, Mohammed l'Oranais, Mohammed l'Algérois..."

Donc c'était déjà cosmopolite...

²⁰ Comme toute Givordine qui se respecte !

Mon épouse Raymonde qui participe à l'entretien : « Ah ! ça aussi c'était mon enfance ! » Effectivement, Givors, au bord du Rhône avait connu de nombreuses inondations. Mais ceci est ne autre histoire.

²¹ Un quartier de Givors construit autour d'un ancien canal et d'un grand bassin. On l'appelait aussi quartier du « Bassin ».

²² Ceci aussi est une autre histoire : voir le livre « L'eau » d'Edmond Gilles dans la même collection.

²³ Un jour, excédé par le tapage nocturne, je me confiais à ma collègue adjointe au maire en m'exclamant : « J'en ai assez de ces Arabes qui crient toute la nuit ! » Elle me répondit sans un sourire : « Oui, c'est comme les Italiens qui jouaient de la mandoline toute la nuit quand j'habitais à La Freydière » (un quartier « Italien » de Givors...)

Oui.

Déjà enfant, j'étais pour la laïcité, ce respect pour les différentes cultures... Quand quelqu'un avait préparé un plat régional, il était distribué aux voisins...

Vous disiez donc que ce n'était pas péjoratif de dire "L'Espagnol, l'Italien, et." Alors que maintenant ça pourrait l'être ?

Oui... À l'époque je trouve que c'était normal, il n'y avait pas cette automatisme d'attribution de nationalité comme aujourd'hui... on ne parlait pas d'intégration à l'époque, on n'y pensait même pas... l'intégration, c'est simplement quelque part de se sentir bien dans sa peau... quel que soit l'endroit où on est..

Sans vouloir ressembler à quelqu'un d'autre...

Oui être fier de ses racines sans chauvinisme. Être ouvert à toutes les autres. Je crois que ma génération c'était ça. Peut-être aussi qu'il y a une différence entre filles et garçons. Moi je n'ai pas eu de problème pour entrer dans une "boîte" qui serait soi-disant interdite aux Maghrébins... Je n'ai jamais eu ce problème en tant que femme. À mon époque, parce qu'il paraît que maintenant le problème se pose aussi pour les filles maghrébines.

Vous avez fait des études au lycée...

Au lycée à Saint-Étienne. J'ai travaillé et je suis parti en Algérie, en 1975. J'ai eu mon bac G2 en France et j'ai poursuivi mes études à l'école de commerce d'Alger. Quatre ans pour obtenir une licence en science financière et commerciale...

Et pourquoi êtes-vous repartie en Algérie ?

C'est vrai que je n'étais pas confrontée au racisme. Sauf, je ferai une remarque, au niveau de l'école... Ce n'était pas dans la rue, pas dans le quartier. Mais au niveau de l'école, quand j'avais des bons résultats, on me disait : "Ce n'est pas normal pour une Algérienne" ! On s'en fiche la plupart du temps. Mais il y a un moment où on se dit "je suis Algérienne, mes parents me disent que je suis Algérienne, à l'extérieur on me dit que ce n'est pas normal en tant que telle d'atteindre un certain niveau scolaire"... Donc, je me suis posé la question : "Est-ce que je vais rester en France en n'étant pas Française ?" Ne connaissant pas du tout l'Algérie, puisque je l'avais quittée à l'âge de trois ans, je me suis dit: "Je vais rentrer en Algérie, parce que je ne suis pas du genre à m'asseoir entre deux chaises; je m'assois sur une chaise ou sur l'autre...Étant Algérienne, je vais donc retourner en Algérie." En plus c'était l'époque des révolutions: industrielle, agricole, intellectuelle. J'ai pensé que j'aurais plus à apporter là-bas qu'ici... Je me suis donc décidée à partir. Arrivée là-bas, j'ai constaté que c'était un pays où il y avait des tas de choses à faire. J'y suis donc restée. En tant qu'Algérienne, autant vivre en Algérie... Je me souviens bien qu'il y avait de la ségrégation en France au niveau de la formation. Chaque enseignant nous faisait remplir une fiche de renseignements : "profession du père, profession de la mère..." et ça revenait à chaque fois... Et on me disait: "De toute façon si votre père était un rural, vous serez un rural..."

*Mais... cela n'a rien à voir avec le fait d'être Algérien ou pas!
C'est plus une discrimination sociale...*

Oui, en plus, il y avait la discrimination sociale...

C'était pareil pour les Italiens: "Ton père était maçon tu seras maçon..." Pour l'Algérien, ils ne savaient pas trop, dans la mesure où c'était une communauté toute nouvelle... "Pourquoi tu te prends la tête à faire des études? Tu n'as pas les moyens, tu n'as pas la culture de base... T'as pas la documentation chez toi... T'as

pas les bases intellectuelles, matérielles chez toi pour devenir une intellectuelle.

Vous avez fait une école de commerce à Alger et vous avez bien réussi! Vous vous plaisiez à Alger? Et vos parents vous ont laissé partir?

Cela a été difficile; ils sont rentrés aussi en 1975 à Batna, mais moi je n'avais pas l'intention de rester sur Batna et je suis donc partie à Alger. Vu mon âge, j'avais quand même vingt et un ans... (rires...) À l'époque la fille devait être casée, mariée... J'avais refusé le mariage.

Ah oui, vos parents vous avaient destinée à un futur mari?

Déjà en France, oui... Mon père avait tenté de me marier lorsque j'avais seize ans. J'ai fait une tentative de suicide pour, euh... manifester mon refus, en quelque sorte...

En France, la mentalité des Algériens n'avait pas évolué comme en Algérie! Là-bas, la mentalité avait évolué. Les Algériens d'Algérie sont ouverts, ils avancent, ils sont plus en avance que d'autres pays musulmans. Alors que la communauté algérienne en France, la génération de mon père, et même ceux qui viennent après, car je me rends compte, par exemple que chez mon oncle c'est pareil... Ils en sont restés à l'éducation que leurs parents leur avaient donnée lorsqu'ils ont quitté l'Algérie...

Est-ce qu'on peut parler de cette tradition qui veut que les parents proposent leur fille à un mari? C'est une tradition liée à la religion?

En Algérie ça existe moins... Ça existe aussi. Comme partout, il y a des demandes en mariage qui se font et c'est le père, enfin les parents qui font la sélection. Ici en France, c'était différent.

C'était la peur que la fille épouse un non-croyant, un étranger à l'Islam... C'est surtout par rapport à la religion. L'Islam dit que lorsqu'un homme se marie, il ramène sa femme à sa religion si elle n'est pas musulmane.

Moi je voyais les choses autrement. Vous allez me dire ce que vous en pensez... Il y a une tradition de vie qui fait que les hommes et les femmes vivent beaucoup séparés; il n'y a pas de mixité à l'école, pas de mixité dans les rues (bien que maintenant cela a beaucoup changé, mais cela est encore récent...) Il n'y avait donc pas de rencontres, il fallait bien les organiser d'une manière ou d'une autre...

Oui, et cela aboutissait souvent à des mariages presque consanguins, entre cousins... C'était les seules personnes qu'on pouvait voir. Ou bien, c'était des arrangements entre parents, en fonction de la classe sociale.

Donc vos parents n'étaient pas contents quand vous avez refusé le mariage?

Bien sûr, il y a eu des problèmes... Surtout du fait que j'étais aînée... Dans les familles, en général, les parents arrivent toujours à coincer au moins l'aînée. Mais là l'aînée n'a pas été coincée non plus... (rires). Ce qui a un peu perturbé la famille.

Même pour étudier... Nous étions quand même sept frères et sœurs... À huit ans j'ai commencé à prendre la charge de mes frères et sœurs, ma mère étant souvent malade. Cela évidemment ne m'a pas aidé à faire des études.

Mais j'ai eu la chance de tomber sur madame Ville à l'époque; elle s'était rendu compte que j'avais d'excellentes notes en maths. Alors que dans les matières qui demandaient du travail à la maison je n'y arrivais pas. À la fin du premier trimestre, elle m'avait demandé de rester après la classe. J'étais avant-dernière au ni-

veau du classement; elle me dit: "Je me suis rendu compte que vous travaillez quand même correctement, vous avez de bonnes notes en maths, mais c'est au niveau des leçons que ça ne va pas."

Alors je lui ai dit, j'ai été franche avec elle, je lui ai dit que je m'en fichais des études. Pour moi l'école c'est une sortie, une échappatoire des charges familiales. Elle m'avait donc fait un petit cours de morale sur l'autonomie, parce que je lui avais dit que mon père, de toute façon, allait me marier à seize ans... Que je serai femme au foyer... Elle m'a écoutée et à la fin elle m'a dit: "De toute manière, même si vous vous marier à seize ans, il vaut mieux vous marier avec un diplôme dans les bagages que sans... Il peut arriver n'importe quoi dans la vie qui vous oblige à travailler. Vaut-il mieux faire femme de ménage ou un travail avec un diplôme?"

Elle vous a convaincue alors?

Oui. Il fallait quelqu'un qui provoque un déclic... Et au classement suivant, j'étais deuxième...

Il est vrai que dans la famille je me suis toujours battue, même sans cette aide extérieure, disons... Il fallait quelqu'un en fait qui oriente cette énergie qui voulait arracher ses chaînes en tant que femme. Donc elle se trouva sur mon chemin...

Puis après, comme mon père ne voulait pas que je continue mes études, je suis passé au C.E.T. (*collège d'enseignement technique, l'équivalent des lycées professionnels*), et comme j'avais de bonnes notes, la directrice m'a dit qu'il ne fallait pas s'arrêter au C.A.P. et passer le Bac! Je la regarde et je dis: "Mais mon père ne voudra jamais!". Madame Belmonte²⁴ m'a dit: "On va le convoquer, mais ne lui dites pas pourquoi..." Ils ont donc convoqué mon père, elles l'ont baratiné. La directrice a utilisé sa

²⁴ Madame Janine Belmonte, alors professeur au C.E.T. a été ensuite longtemps maire-adjointe aux affaires scolaires de la municipalité...

fibre nationaliste: "Ça serait bien qu'elle ait un diplôme, elle pourra jouer un rôle dans son pays..." (Rires) Il a dit "oui", mais du bout des lèvres... Et puis après il m'a rétorqué que Saint-Étienne c'était loin et il a exigé que je rentre tous les soirs à la maison. C'est ce que j'ai fait...

C'est curieux, vous avez fait comme moi, vous êtes passée par la filière technique... C'est une filière d'immigrés en quelque sorte...

Après vos études en Algérie, vous avez trouvé du travail?

Oui, sans problème, car il y avait pénurie de cadres à l'époque... J'exerçais dans la formation. Dans un centre interentreprises de formation industrielle. Sur le modèle du C.E.S.I. en France. J'y ai travaillé pendant quinze ans. Comme on travaillait pour toute l'industrie algérienne, on a été amené à faire un diagnostic sur les problèmes rencontrés. Et on s'est rendu compte que c'était des problèmes de maintenance. Le département dans lequel j'étais a axé toute la recherche pour essayer d'atténuer ce problème. Ce dossier s'est concrétisé par la suite par la nécessité d'un rapprochement université et industrie.... On s'est donc rendu compte que nos éminents docteurs d'État n'avaient jamais mis les pieds sur le terrain et que nos ingénieurs qui travaillaient dans l'industrie depuis cinq à dix ans réfléchissaient comme des techniciens et plus comme des ingénieurs. Il fallait permettre aux gens de terrain de conceptualiser leurs acquis, et aux "éminents docteurs d'État" de faire faire des recherches un peu plus concrètes.

Et vous vous intéressez à la politique? L'évolution du régime...

J'étais en Algérie sous Boumedienne, sous Chadli. Moi je ne me suis jamais sentie prisonnière de quoi que ce soit, surveillée.. Euh, en tant qu'étudiante, si! J'étais engagée: dans le comité de

la révolution agraire, un comité pédagogique, j'ai représenté l'école supérieure de commerce au débat sur la première charte nationale. C'est vrai que j'ai été surveillée. À la cafétéria universitaire, j'avais quelqu'un derrière moi qui se cachait derrière un journal. Au cinéma j'avais le même personnage derrière, pareil dans les rues de la Casbah... Quand on est jeune, on le prend à la rigolade.

Vous aviez donc des objectifs politiques personnels..

Oui, tout à fait. J'ai été sympathisante du parti communiste algérien clandestin (le P.A.G.S.). J'ai travaillé un peu, peut-être une année avec eux, mais ce que je n'ai pas trop apprécié avec eux, c'est cette rigidité disciplinaire, jusqu'à s'ingérer dans la vie privée. Non, ça je ne l'accepte pas. Je me suis dit que j'ai assez lutté pour être autonome, pour me laisser enquiquiner par quelqu'un... D'après eux il ne fallait avoir que des amis communistes... Je leur ai dit que je n'étais pas d'accord. Ils sont déjà convaincus, je ne vais pas convaincre des convaincus... il faut élargir son champ de fréquentation.

Il y avait donc beaucoup de courants politiques en Algérie...

Bien sûr. Le P.A.G.S. était celui qui m'attirait le plus au niveau idéologique. Il y avait d'autres tendances. Des régionalistes aussi, comme les Berbères. Étant d'origine berbère, j'ai été contactée par un mouvement berbériste. J'ai refusé d'être de leur côté, parce que d'abord, je ne suis pas régionaliste, je suis plutôt internationaliste, et je me suis rendu compte que leur mouvement berbériste est en fait un mouvement kabyliste. Je leur ai dit: "Changez de nom!" Eux-mêmes font la distinction entre la grande Kabylie et la petite Kabylie... Donc, tout ce qui est sectaire ne m'intéresse pas! Je suis plus pour ce qui est universel.

La grande Kabylie c'est Tizzi Ouzou et la petite Kabylie est Bejaïa plus à l'est...

Donc vous aviez une activité politique importante...

Oui, même sans être dans un parti (j'étais quand même au P.A.G.S. clandestin pendant une année...), je voulais défendre mon idée à moi de gauche.

Votre idée aussi était de faire développer l'Algérie?

Tout à fait. Même dans le cadre professionnel. J'ai commencé à travailler en 1979, j'ai participé à la création de ce centre de formation. Ensuite il y eut ce contrat avec le C.E.S.I. France auquel j'ai également participé. Et là je me suis battue avec les Français à l'époque, parce qu'ils vendaient un modèle de formation. Ils expérimentaient cette formation d'ingénieur depuis dix ans, je m'attendais à ce qu'ils nous restituent ces années d'expérience... En fait, ils sont venus une semaine pour animer un séminaire sur la dynamique de groupe. On m'a demandé mon point de vue à la fin. Dans le groupe côté algérien il y avait surtout de psychologues, j'étais la seule financière... Ce qui m'avait choqué, même de la part des Algériens (car, au fond je suis neutre, je défends un idéal et c'est tout), c'est qu'on n'avait pas besoin d'un tel contenu... Je suppose que mes collègues psychologues étaient bien plus qualifiés que moi dans ce domaine. Je ne comprenais pas comment ça pouvait les satisfaire. N'importe quel assistant de l'université d'Alger aurait pu nous animer un tel séminaire.

Si je comprends bien, les gens du C.E.S.I. sous-estimaient complètement le niveau que pouvaient avoir les Algériens dans ce domaine...

Oui, mais le problème en Algérie, c'est qu'il y a une mentalité chez certains (je ne dis pas chez tous), un complexe par rapport aux Français. Il y a encore l'état d'esprit du colonisé qui reste un peu. À partir du moment où ça vient de l'extérieur, (de France ou d'Allemagne, n'importe...) même leurs connaissances s'estompent.

J'étais donc une des rares à ne pas être soumise à ce sentiment, et j'ai donc eu des ennuis avec la direction et les formateurs.

J'avais une 204 assez vieille que je devais pousser pour démarrer. Le responsable du C.E.S.I. était venu me voir et m'avait demandé si j'avais besoin d'une pièce. Je lui ai répondu que j'avais mes parents en France et que si j'avais besoin de quelque chose je pouvais l'avoir. Pour dire qu'on essayait en quelque sorte de m'acheter. Et là ce n'était pas un contrat important. Ce n'était pas un complexe de cimenterie ou d'hydrocarbures...

On avait aussi assisté à la signature d'un autre contrat avec les Danois. Pour une cimenterie clé en main; Et les Danois n'ont pas eu de problème pour aborder l'aspect technico-commercial (cela a duré des heures). Mais arrivés sur le plan de la formation, ils ont sorti leurs gadgets: chocolats, porte-clés, etc. On les a laissé faire, puis on leur a dit qu'on les remerciait pour leurs gadgets, mais il fallait aborder le point de la formation. C'était inacceptable pour eux. Ils savent très bien que pour des pays sous-développés, les gens se font appâter pour des gadgets, ce qui permet de ne pas aborder les problèmes de fond.

Dans le domaine de la maintenance, pour former nos ingénieurs, on avait fait venir des Belges. J'avais bien informé mes stagiaires en leur défendant de poser des questions pour lesquelles vous connaissez les réponses que vous maîtrisez. Je leur ai demandé de plancher sur ce qu'ils ne maîtrisaient pas! C'est ce qu'il faut arracher à ces gens qu'on paie bien!

Eh bien ce Belge, m'a dit ensuite: "En dix ans de séminaires en Algérie, c'est la première fois que je tombe sur un os!" (rires). Il me dit: "Sincèrement, je n'ai pas préparé mon intervention..."

Je lui ai répondu: "Ce que vous allez faire, c'est aller sur le terrain (une cimenterie) et voir les problèmes concrets de maintenance."

Il a donc été épaté et on a continué à avoir des contacts. Il nous a envoyé ensuite des CD-ROM.

Ce qui a fait le drame de l'Algérie, c'est la mauvaise gestion. Parce qu'il y avait tout pour réussir...

Je vous donne encore mon avis. Plus pour avoir le vôtre que pour donner le mien.

Le problème est venu du parti unique. Les mêmes problèmes que dans les pays de l'Est. Les gens, pour s'enrichir, n'avaient qu'une solution, c'est la corruption, les pots de vin... Cela a épuisé l'économie.

La chance que j'ai eue c'est d'être dans la formation industrielle interentreprises. J'ai donc visité tous les complexes algériens. C'est un sujet sur lequel je me suis accroché au ministère de l'industrie. J'ai essayé de leur démontrer, avec la carte de l'Algérie, que tout a été fait pour que ça ne marche pas... On a construit des complexes à voie humide dans le désert! On a construit des complexes à voie sèche en bord de mer! On a construit des industries à main-d'œuvre très qualifiée dans des endroits où il n'y a pas de main-d'œuvre... Faire déplacer une main-d'œuvre qualifiée sans réunir les conditions nécessaires d'accueil...

Et pour quelle raison tout cela a été fait à l'envers, si je puis dire?

À cause de la corruption, c'est tout!

L'essentiel n'était pas de réussir le projet, mais de gagner le plus d'argent possible.

C'est pourquoi, quand on parle de racisme, on le rencontre en Algérie: il y a le régionalisme; dans le travail, il y a une ségrégation envers les femmes (une fois on m'a dit: "Tu peux te permettre de parler parce que tu as un mari qui travaille, si tu te retrouves au chômage, tu auras toujours cette solution"). Il y a aussi le complexe de l'autorité, même s'il n'est qu'un millimètre au-dessus de vous dans la hiérarchie. C'est comme partout... Dans certains pays c'est plus visible que dans d'autres...

J'insiste: c'est aussi très marqué dans les pays à parti unique. On observait les mêmes problèmes en Union soviétique...

C'est encore différent, parce qu'en Algérie, avant le parti unique, il y avait plusieurs partis. Au départ, le Front de libération nationale rassemblait l'ensemble des partis qui existaient. C'est justement l'erreur de la révolution d'avoir maintenu le Front de libération nationale dans un pays qui était libéré. Rien que de conserver cet intitulé, c'est ridicule. Mais finalement ces différentes tendances qui ont constitué le F.L.N., elles y sont restées. Elles ont mûri dans le parti unique, elles l'ont miné. Ce qui est plus grave dans ce parti unique, c'est qu'à partir des années soixante-dix, les mosquées ont poussé comme des champignons, qui en fait n'étaient que des locaux du F.I.S. En tant que parti unique, si le F.L.N. avait été un peu plus vigilant, il se serait rendu compte qu'il y avait plus de mosquées que de locaux du parti unique! Quantitativement, le F.L.N. était dépassé déjà. Et en plus, vu le vide culturel, les problèmes de logement, les différents problèmes économiques et sociaux de la population, beaucoup de jeunes se sont trouvés à la rue. Ces locaux du F.I.S. (les mosquées) ont récupéré ces jeunes à partir de sept à huit ans dans les années soixante-dix. C'est ce qui a fait les terroristes virulents des années quatre-vingt-dix. C'était le même principe que celui adopté par Hitler: prendre les enfants à la base pour un bourrage de crâne et ensuite les lâcher dans la nature.

J'ai eu affaire à ces gens-là. Ils ont le regard vitreux, ce sont des gens programmés. Ils n'ont plus rien d'humain.

Et ils sont venus d'où ces gens du F.I.S dans les années soixante-dix?

Ce sont des gens qui ont été formés un peu partout: en Égypte, par exemple.

À l'origine, il y a eu l'arabisation. En Algérie, il n'y avait pas d'arabophones. Le pouvoir a été obligé de faire venir des gens de l'extérieur. En particulier les frères musulmans d'Égypte qui avaient été expulsés de ce pays sous Nasser. Il y a eu des instituts islamiques. On a fait venir des gens compétents pour donner ce type de cours...

Vous dites donc que l'arabisation est venue alors que l'Algérie n'était pas arabisée?

Non, l'Algérie avait opté pour l'arabe comme langue nationale, mais c'était le français qui était utilisé par l'administration algérienne.

Et pourquoi le F.L.N. a-t-il voulu arabiser?

C'est sous Boumedienne, en fait. Le problème c'est qu'en Algérie, on décrète: on a décrété le socialisme (alors qu'on était rural...), on était en majorité francophone ou bilingue pour ceux qui avaient la culture suffisante, et on a décrété l'arabisation... du jour au lendemain, sans moyens humains, sans enseignants, sans documentation. Donc eux qui avaient le minimum de maîtrise en arabe se prenaient pour d'éminents professeurs d'arabe... Cela a donné une formation catastrophique. Cela m'a valu d'ailleurs un blâme.

Cette arabisation est devenue de "l'arabisme". Cela a déclenché les événements de 1975 entre francophones et arabophones. Particulièrement à l'université. À l'époque je circulais avec une chaîne à vélo tellement la violence régnait. En fait, l'Algérie, sous prétexte de langue, se divisait en progressistes (les francophones) et les réactionnaires (arabophones)...

Avec le recul, je me rends compte aussi que ce qu'on appelait arabophones et francophones, à l'époque ce sont ces derniers qui ont pris le pouvoir... Le fond du problème vient des événements de 1975. Ces arabophones de l'époque, quand ils arrivaient sur le marché de l'emploi, ne trouvaient pas facilement de postes, sauf dans certains secteurs comme l'appareil judiciaire ou l'enseignement. Ce sont donc les secteurs qu'ils ont noyautés qui a mis l'Algérie dans cette situation. Dans les dispositions prises actuellement par le gouvernement, on sent que ce sont ces gens-là qui sont derrière. Ce n'est pas un problème religieux à la base. Le président du F.I.S., Abbas El Madani a fait une thèse d'État sur le mouvement de masse en Algérie. C'est le seul homme politique important en Algérie qui a fait une étude sociologique sur ce pays... Il a compris au travers de son étude que le dénominateur commun de tous les Algériens c'est l'Islam! Ni le régionalisme, ni le socialisme, le communisme encore moins puisque c'est incompatible avec la religion...

Dans la société nationale de matériaux de construction dont on dépendait aussi, on voulait faire une étude sociologique. On s'était déplacé à l'institut sociopsychologique avec le directeur et le directeur des ressources humaines. Je m'y suis rendu compte qu'ils orientaient leur travail en fonction du client. J'ai donc arrêté le processus... Une telle étude aurait été exploitée contre les travailleurs.

Vous disiez tout à l'heure que le F.L.N. avait regroupé tous les courants, y compris les communistes aussi?

Avant 1954, oui...

J'avais entendu dire que le Parti communiste algérien s'était dissous dans le F.L.N., avait donc disparu en tant que tel?

Mais il existait toujours clandestinement.

Et quand est-il devenu P.A.G.S. (parti de l'avant-garde socialiste)?

Quand je suis rentrée en Algérie en 1975, il était déjà P.A.G.S, parce qu'avant il était P.C.A.

Il a dû y avoir des problèmes parce qu'avant l'indépendance, il y avait beaucoup de colons au P.C.A.

Oui... Au niveau des Algériens, il y avait surtout des syndicalistes...

Je suis allé en Algérie en 1989, une année avant les élections pluralistes, nous étions dans un lycée à Dellys. Les enseignants, tous des Kabyles, disaient à l'époque: "Aux élections, ça va être le F.I.S et le parti communiste qui va gagner." Etrange non?

La réputation qu'avait le parti communiste, il l'a eue à l'époque de Boumedienne. Ce dernier était arrivé au pouvoir par un coup d'État militaire (il ne faut pas l'oublier cela; quand on me dit qu'il a été bien, je reste là-dessus), mais il a évolué à gauche. Il reste que le meilleur programme politique que j'ai vu jusqu'ici en Algérie est celui du F.L.N.

Même actuellement alors?

Même actuellement! C'est l'application qui pose problème.

À l'époque Boumedienne recevait beaucoup de documents du P.A.G.S et le chef de l'État en tenait compte. On retrouvait dans ses discours un certain nombre de choses du P.A.G.S. C'est pourquoi il avait été un moment traité de communiste. Beaucoup de gens disent qu'il est mort de maladie, mais je pense qu'il y a autre chose.

Vous pensez qu'il a été exécuté alors?

Disons discrètement... À l'époque d'une réunion avec le président syrien, et libyen. Ils sont tombés malade tous les trois...

Il y avait aussi le poids de l'Union soviétique...

Ce qui a fait sa force c'est aussi l'Union soviétique, bien sûr.. Mais pas tant que ça...

Un moment je trouvais même que les communistes le soutenaient un peu trop: ça faisait, comme on dit, des béni oui oui...

Et l'influence des communistes s'est perdue quand Boumedienne est mort...

Oui, ensuite c'était Chadli. C'était plus un petit bourgeois qu'un politique... Même s'il était sous des textes et des lois socialistes.

Vous êtes restée jusqu'à quand là-bas?

Jusqu'en 1994.

Ah oui! Vous avez voté là-bas alors?

Oui, j'ai toujours voté. Même quand il y avait des tendances qui appelaient à ne pas voter, je votais quand même. Non je ne laisse pas ma place aux autres...

Et maintenant que vous êtes en France, vous allez voter au consulat quand il y a des élections en Algérie?

Là non... Je connais les résultats à l'avance alors... (rires)

Donc, vous êtes revenue... Et pourquoi êtes-vous revenue? Pourquoi n'êtes vous pas restée là-bas?

J'ai été menacée... Il y avait une liste de six femmes, dont moi-même en tête... J'ai vécu trois mois dans la clandestinité avant de revenir en France...

Par le F.I.S. alors?

Par le F.I.S., mais... bon, c'est vrai que les islamistes posent des problèmes, mais j'en avais déjà avec le parti unique... En 1986, j'ai eu un problème dans mon travail avec un cadre du F.L.N., et ils ont voulu en faire une affaire politique. Ça avait fait bouger la direction générale, le ministère... D'un conflit entre deux travailleurs, on en a fait un problème politique. J'ai eu affaire à ce qu'on appelle la "kasma", l'autorité politique au niveau de la commune. On m'a dit que j'avais touché une instance politique, et donc, même en tant que cadre, je ne serai pas défendue.

Et il n'y avait pas de syndicat?

Eh bien non. J'étais cadre, et les syndicats ne défendaient que les ouvriers... J'ai été convoqué par le P.D.G. et il m'a dit: "Même si vous faites intervenir Chadli, vous ne vous en sortirez pas..." Je lui ai dit: "Chadli n'est que colonel, il y a des généraux au-dessus de lui!" Et je suis parti en claquant la porte. Je suis passé en commission de discipline. Trente-six heures avant que je passe, tous les membres de la commission ont été changés. Et je

suis passée deux fois! La phrase que j'avais lâchée avait fait son chemin... Et comme je suis originaire des Aurès, et que beaucoup de militaires étaient originaires des Aurès, on s'est persuadé que j'avais un tonton qui était général.

Ah ! ils ont eu la trouille alors...

(Rires) Et ce qui a aggravé leur peur c'est que j'ai gardé mon assurance alors que je devais être licenciée... puis mutée dans d'autres unités, et en fin de compte j'ai eu quatre jours de mise à pied... et ils ont hésité trois mois avant de m'informer de leur décision. Le P.D.G. m'a dit, avant de prendre la décision: "Ce qui est grave dans mon entreprise c'est qu'une femme tape sur un homme..." Je lui ai répondu: "Prenez la constitution, le statut général du travailleur, dans les premiers articles on dit que dans le Code du travail il n'y a pas de distinction de sexe, ni d'âge... Vous avez eu un conflit entre deux travailleurs, et non pas entre un homme et une femme..." À la commission de discipline, j'avais demandé qu'on ressorte le dossier politique de mon adversaire en quelque sorte, et le mien... Ils n'ont jamais fait l'enquête...

Vous étiez déjà repérée en 1986...

Étudiante, j'étais déjà repérée. Ils savaient pertinemment que quand on tournait dans ces mouvements on était sympathisant du P.A.G.S.

Les intégristes pareil ! Je donnais des cours de gestion de production dans des usines. Le premier cours que j'ai donné dans une cimenterie, vers les onze heures les élèves sortent sans me demander mon avis et reviennent trois quarts d'heure après. Je leur ai demandé où ils étaient allés, ils m'ont répondu qu'ils étaient allés faire leur prière.

"Et cela vous coûtait quoi de me demander la permission?"

— La prière c'est la prière...

— Ah bon! Quel est celui parmi vous qui se lève le matin pour faire sa prière?"

Ils se sont regardés, ils se sont souri comme des idiots...

"Dans la religion, leur ai-je dit, la prière du matin est la seule qui est obligatoire, toutes les autres vous pouvez les faire après le travail...En plus la religion musulmane n'a jamais été contre le travail. Qu'est-ce que vous êtes en train de faire croire à tout le monde?"

D'autre part, je leur demandais:

"L'Islam est pour le vol?"

— Non !

— Pourtant vous avez volé trois quarts d'heure à l'entreprise; ça ne vous a pas suffi de voler, vous m'obligez de voler avec vous. Je ne suis pas une voleuse, donc on rattrape les trois quarts d'heure..."

Ensuite, ils ne se sont plus jamais absentes...

À la fin, ils m'ont demandé, étonnés, car je donnais mes cours en français:

"Mais vous connaissez l'Islam?"

— Pourquoi? Je suis bien de culture musulmane... Si je vous fais une rétrospective de ma famille, ce sont tous des grands saints..." (Rires)

Vos parents étaient pratiquants...

Très pratiquants oui... En tant qu'aînée, je n'étais pas le modèle...
(Rires)

Parce que vous n'êtes pas croyante...

Non.

Donc, vous étiez repérée...

Donc j'avais le parti unique, les intégristes sur le dos... Je pensais au départ que c'était les intégristes... En 1988, beaucoup de gens sont partis. Je me suis dit: "Non! Tant que je peux me battre normalement, pas de problème!" Mais quand la vie est en jeu...

Quand on sait qu'on est condamné à mort et qu'on peut être exécuté par n'importe qui... ça peut être un membre de la famille, quelqu'un qui vient régulièrement à la maison, ça peut être un enfant, un jeune, un vieux, un voisin, ça peut être n'importe qui...

Vous vous êtes donc cachée pendant trois mois...

Oui; l'entreprise était au courant, elle me donnait des missions fictives... dans le Sud algérien... En quinze ans j'ai eu énormément de stagiaires. Et il y en a sûrement qui sont entrés dans les rangs des terroristes. Et en fait, j'ai été avertie par une fuite... Une femme m'a dit: "Ne cherche pas à comprendre: cache-toi..." Déjà un collègue m'avait dit: "Fais attention, dans le maquis on parle de toi..." J'ai joué à la fille qui n'était pas au courant: "Il n'y a pas de maquis, qu'est-ce que vous racontez... C'est fini ça, c'était pendant la guerre de libération..."

Un deuxième ensuite est venu, ce sont des personnes âgées, des gens respectueux... et qui m'a dit:

"Voilà, je voudrais te poser une question..."

— Oui, vas-y...

— Est-ce que tu as reçu des menaces des intégristes?

— Non... pourquoi tu me dis cela?

— Mais... si tu l'as été dis le moi."

Le problème qui se pose, c'est que si on le dit (d'abord quand on le dit on ne sait pas à qui on a affaire) ou si on appelle la police, cela accélère le processus. Quand on a une telle information, il vaut mieux la garder pour soi. Partir ou s'étouffer avec...

Moi je n'ai donc rien dit, mais cela a été repris par les journaux: "Dans telle entreprise il y a six femmes menacées..." Moi, j'avais cinq noms parmi ces six. J'ai pu donc les avertir.

Elles sont toutes venues en France?

Non, il y en a qui ont pu partir à Alger où elles avaient de la famille, une autre est restée chez elle une année payée par l'entreprise. L'année suivante ils l'ont mise en formation. Il y a des gens à l'entreprise qui donnent secrètement un coup de main.

Quand vous êtes venue ici, vous avez trouvé du boulot?

Pas tout de suite. Quand je suis arrivée, j'avais vu plusieurs associations. Nous n'étions que deux femmes à demander l'asile politique, et à l'époque rien ne se faisait pour les Algériens. Il a fallu que je monte à Paris, que je contacte le C.I.S.I.A. (le comité international de soutien aux intellectuels algériens), et comme c'était un mouvement semi-clandestin, il a fallu passer par l'intermédiaire de trente-six personnes pour avoir un rendez-vous. Les démarches n'ont abouti que pratiquement dix-huit mois après...

Vous avez donc travaillé chez Akim?

Non, d'abord dans le midi... C'est un copain à Ali qui a créé un poste pour moi pour régulariser la situation et ensuite faire un regroupement familial.

Oui, vous êtes marié et avez deux enfants...

Un garçon et une fille qui est en première année de médecine.

Ah, bravo! Elle suit les traces de sa mère alors...

Vous avez rencontré votre mari là-bas?

Oui, pendant mes études. Il était engagé aussi. Lui était bien dans le P.A.G.S. Je l'ai su après, car même dans un couple on ne se dit pas ce qui concerne la clandestinité. Je l'ai rencontré à l'université dans le cadre de la révolution agraire.

Quand je suis arrivée, j'ai été élue avec une voix d'avance sur celui qui était président depuis trois ans. Une fille, il ne l'avait pas digéré, en plus, une immigrée! (Rires)

*Ah oui! Une immigrée... Ah vous étiez une immigrée là-bas...
Immigrée ici, immigrée là-bas...*

En fait, on n'est chez soi nulle part.

Mais ça n'a pas duré quand même...

Disons que je n'y faisais pas attention...

À une époque, le F.I.S. m'avait proposé un poste pour représenter les femmes dans une préfecture. Je leur ai dit: "Me présenter dans votre tendance? Jamais de la vie!" De toute façon je suis contre les mouvements féministes, il n'est pas question que je représente les femmes... Tous les problèmes au fond sont des problèmes de société et non pas liés à un sexe...

Je suis surpris: ils vous ont contacté comme ça, vous connais-
sant?

Oui. Ils étaient même prêts à m'offrir un foulard... Ils essaient. J'avais une collègue psychologue qui aurait fait n'importe quoi pour des raisons matérielles. Je leur ai demandé pourquoi ils ne le proposaient pas à elle.

Finalement, quand on fait le bilan des événements, on s'aperçoit que les gens qui se sont fait tuer ce sont les gens intègres. Avec

lesquels ils ne pouvaient pas négocier. Et quand je dis le F.I.S., je dis aussi, les tendances du pouvoir. Ce qui m'a décidée à partir, c'est vraiment quand je me suis rendu compte que quand un gouvernement laisse décimer sa matière grise, aussi facilement, c'est qu'il y a intérêt. Les gens qui mangent à tous les râteliers comme on dit, n'ont pas de problème... Ce sont des gens qui ont mis le pays dans cette situation et qui circulaient sans protection aux moments les plus terribles.

Vous avez vécu les événements de 1988?

Oui...

Je me souviens, quand j'y suis allé en juin 1989, on voyait de temps en temps un hangar brûlé. On nous expliquait que c'était le résultat des émeutes de 1988...

Il y a une manipulation de masse considérable... Ainsi, il avait suffi d'un discours de Chadli en larmes pour que tout s'arrête du jour au lendemain. Alors que c'est lui qui a déclenché ces événements. À la base, c'était un détournement de milliards de la part de son fils... C'est Chadli qui a dénoncé cela en public, ce qui a déclenché ces événements...

Le gamin louait un dancing rien que pour lui et ses potes...

Et maintenant alors, quels sont vos projets?

Il m'arrivait souvent de vouloir repartir. Mais là ça dure... Maintenant je pense rester, ma décision est prise. Et, comme je l'ai dit, comme je ne veux pas être assise entre deux chaises, je souhaite demander la nationalité française...

S'il y avait une carte d'identité qui donnait simplement la nationalité de Terrien, je la prendrais... (Rires)

Mais ça n'existe pas encore...

Vous étiez allée en Algérie pour participer à son développement. Et vous ne regrettez pas ce que vous avez fait?

Je ne regrette pas du tout. Ce que je regrette c'est d'avoir laissé un si beau pays entre les mains de certains "spécimens"... Et aussi riche. Aussi bien en ressources humaines — même si on donne une mauvaise réputation à l'Algérien — qu'en ressources naturelles. Il y a aussi une grande richesse, et une diversité culturelle. Malheureusement, le gouvernement a voulu tout standardiser. Par l'arabisation. Mais j'irais même plus loin que l'arabisation. Ce n'est même pas de l'arabisation qu'il a voulu faire, mais de l'égyptionnisation...

Oui, j'ai rencontré des élus locaux en Algérie qui disaient: "Ils nous embêtent avec leur arabisation. Je ne sais même pas lire l'arabe. Maintenant on a des documents administratifs en arabe, je ne suis pas capable de les lire..."

Dans chaque région d'Algérie, il y a une langue. Je suis des Aurès. Moi j'aurais bien fait le tour de tous les villages d'Algérie avec une caméra pour enregistrer cette diversité, cette richesse... Ce sont les différences qui font la richesse d'un pays et la richesse du monde.

C'est vrai que l'Algérie est un beau pays...

Les paysages sont variés. C'est en revenant ici que j'ai compris la douleur et la nostalgie des pieds-noirs. Odeurs, lumière, tout est différent. J'étais dans le midi et j'ai vu du jasmin: il ne sent rien par rapport à celui de l'Afrique du Nord.

Oui, moi j'aime les Algériens, ce peuple peut être attachant, accueillant. Cela rend incompréhensible cette horreur sécrétée par les terroristes...

Ces gens n'ont plus rien d'humain... Des gens programmés pour tuer.

J'ai fait des statistiques par rapport aux gens que j'ai formés, sur une formation de deux ans. Ces gens qui font partie des privilégiés, qui ont au minimum un B.T.S., qui ont cinq années d'expérience minimum, et qui sont détachés par les entreprises et n'ont aucun souci économique... En première année tout se passe bien, et en deuxième année, il y en a un tiers seulement qui peut cogérer... qui est apte à la démocratie. C'est pareil: en Algérie, la démocratie a été décrétée en 1988!

Il manque une indépendance d'esprit?

J'extrapole cela à la démocratie. Sur cette population, disons cultivée et aisée, un tiers seulement est prêt à la démocratie... Imaginez sur le reste de la population... 8 % sont analphabètes, une part importante qui est rejetée de la scolarité.

Oui, il faut du temps, car, comme vous le dites, la démocratie a été décrétée.

Oui, par exemple cela me faisait rire quand j'entendais que l'U.R.S.S. était communiste. Elle a juste été décrétée socialiste... Il faut reprendre "le capital" de Marx. Il ne voyait pas que l'aspect de l'évolution matérielle.

Oui, mais justement, beaucoup de communistes ont évacué cet aspect de l'œuvre de Marx.

L'évolution de la société tient aussi à l'évolution de la mentalité. J'ai été étonnée quand j'ai visité l'U.R.S.S. en 1991, certains points montraient une puissance de ce pays, mais vraiment ponctuelle...

On va revenir un peu en France. Vous disiez au début de l'entretien que les Algériens en France n'ont pas évolué comme les Algériens en Algérie. Cela est valable pour toutes les immigrations. Ce n'est pas spécifique aux Algériens.

Les gens qui sont à l'étranger, veulent vivre ensemble et sont plus conservateurs que ceux qui sont restés dans leur pays d'origine. Les Algériens âgés de France sont encore tournés vers leur village. Le village de l'époque, ce n'est même pas le village d'aujourd'hui. Alors que les Algériens de là-bas sont ouverts à tout le reste du monde.

C'était vrai aussi pour les ruraux Français qui ont déserté les campagnes pour rejoindre les villes depuis la révolution industrielle...

Donc les jeunes de ces familles ont ce problème à gérer?

Je ne sais pas... Les jeunes de maintenant sont plus conservateurs que moi. Dans ma jeunesse, je ne voulais pas recommencer tout cela... en tant que fille d'abord, toutes les souffrances que j'ai eues. Je ne veux pas que ma fille revive ce que j'ai vécu. Je vois qu'actuellement les filles de vingt ans souffrent encore plus que moi à l'époque. Pourtant, je leur dit qu'elles sont Françaises, alors que moi je ne l'étais pas. Vous avez toute la juridiction française de votre côté. Prenez le taureau par les cornes... Cessez d'être encore accrochées aux traditions des parents. Et puis il y a le chantage affectif de ces derniers.

Oui, mais c'est d'autant plus curieux que ces jeunes sont ceux de la troisième génération. Leurs parents sont déjà en France depuis leur naissance ou depuis leur tout jeune âge... Il y a donc une inertie qui fait dire à certains que les musulmans ont plus de mal à s'adapter...

La religion est un prétexte. Je vois qu'à Givors, il y a trois associations d'Algériens. Pour réaliser ce livre, je les ai contactés pour pouvoir consulter les archives. Et chacun se rejetait la balle. À la fin, je leur ai demandé: "Vous avez créé trois associations pourquoi?"

Soyez clair dans vos statuts; occupez-vous de ceux qui sont de nationalité algérienne, et pour les autres, je ne comprends pas votre utilité puisqu'ils sont Français... Moi personnellement je ne comprends pas cela.

Qu'on y adhère pour des raisons culturelles, d'accord... Elles sont aussi concurrentes entre elles...

Moi j'en reviens quand même à l'histoire et la vieille emprise idéologique de l'existence du parti unique, lié à l'existence d'une religion commune et dominatrice en Algérie (l'Islam est religion officielle).

Auparavant, cette représentation idéologique en France était portée par l'amicale des Algériens en Europe (on dit couramment "l'Amicale")... Et nous, au parti communiste, nous avons aussi aidé cette emprise à se maintenir. Je me souviens à une fête de l'Humanité, le F.L.N. ne voulait pas qu'il y ait un stand du P.A.G.S. Ils ont dit à la direction du P.C.F.: "C'est le P.A.G.S. ou nous." Le P.C.F. a cédé et a viré le P.A.G.S.

C'est comme les Espagnols. Ils étaient organisés en France au parti communiste espagnol...

En ce qui concerne les religions, je dis que celui qui les a inventés a fait fort! Ça continue à marcher aujourd'hui... Les trois religions monothéistes sont nées au même endroit. Les trois prophètes ont la même origine ethnique. Ça été créé pour diviser... Et de toute façon les religions ont toutes une base politico-économique.

Et vos enfants que pensent-ils? Ils ont vécu leur enfance en Algérie...

Oui, c'est ce que je disais, mes enfants ont moins de problèmes pour s'intégrer en France que d'autres... qui sont en France depuis longtemps.

Et la religion?

Cela m'a toujours intéressée sur le plan intellectuel, culturel, mais je ne l'ai jamais pratiquée, appliquée.
L'intégrisme n'est pas naturel chez l'Algérien...

Oui, c'est ce que je disais tout à l'heure.

L'intégrisme a été importé en Algérie... Le F.I.S. tenait le réseau de l'économie parallèle (y compris le trafic de drogue), il a été financé par l'Arabie Saoudite...

Les États-Unis aussi ont soutenu le mouvement islamiste.

C'est vrai qu'ici certaines personnes âgées ne fréquentent pas certaines mosquées qui sont un peu intégristes...

On dit, et je le pense également, que la situation des femmes est terrible en Algérie. Est-ce vraiment le cas, puisque vous-même y êtes retournée, jeune femme de vingt et un ans, et y êtes restée des années?

C'est la femme elle-même qui fait sa place. Si elle veut être respectée, elle sera respectée. Elle est maîtresse de sa destinée. Des femmes battues, en France il y en a, et qui ne se plaignent pas alors qu'il y a des associations. En Algérie, les femmes ont le même salaire que les hommes. Quand j'étais lycéenne, j'ai tra-

vaille au Casino pendant les vacances. L'année suivante mon frère y a travaillé, il était mieux payé que moi qui en étais à ma deuxième année. Où est l'égalité en France?

Et le voile pour les femmes? Cette tradition vient d'où?

Moi je ne me suis jamais voilée. À la fin j'ai eu des problèmes. Dans une salle de consultation chez un médecin, en quelques années, on est passé de 60 % de femmes sans voile à la seule sans voile dans la salle d'attente: c'était moi. Là j'ai eu peur... Je me sentis isolée... (C'était en 1994...)

Raymonde, mon épouse pose la bonne question: pourquoi se voilent-elles?

Certaines le faisaient parce que toutes les femmes l'avaient fait dans leur famille, d'autres comme cache-misère, pour d'autres c'était une autorisation de sortir, etc.

J'ai vu une évolution entre 1989 et cette année. En 2000 on voit beaucoup de filles en jeans...

À Alger, c'est comme ici...

Pas en 1989 en tout cas.

Oui, et en 1993 et 1994 c'était pire....

Oui... Pour moi c'était une histoire fantastique l'Algérie...

Moi je souhaite ardemment qu'ils s'en sortent.

Le problème n'est pas seulement économique. Il suffit d'une très bonne gestion... et ça marchera. Le problème c'est la mentalité...

Et au temps de la colonisation française? (demande Raymonde)

Je peux difficilement en parler. Mais mon père m'a montré des quartiers à Alger qui étaient interdits aux Algériens. Dans leur propre pays. C'était en quelque sorte l'apartheid! Il y avait des cartes d'identité de Français et de Français musulmans. C'était donc une ségrégation. Et je crois qu'aujourd'hui avec le délit de faciès, cette ségrégation se poursuit. Dans l'entreprise où je travaille, je reçois des coups de fil de la mission locale qui cherche des jeunes pour des stages, et la première question qu'on me pose (car on ne sait pas à qui on s'adresse) est: "Est-ce que vous prenez des jeunes d'origine maghrébine?"

Oui. Je connais bien le problème ayant été longtemps président de la mission locale. Ils ont du mal justement, à cause du racisme, de trouver des stages aux jeunes maghrébins. Les jeunes s'énervent des fois, et on peut les comprendre, ils souffrent de ségrégation...

De mon temps on était Algérien, mais maintenant ces jeunes sont Français. On leur dit qu'ils ont des obligations et des droits. Les obligations ils les ont bien, mais les droits ils sont où? C'est pourquoi certains ont la possibilité de prendre la nationalité française et ne le font pas...

Vous parliez de l'apartheid. En Afrique du Sud, ils ont réussi à vivre ensemble les blancs et les noirs. En Algérie cela n'a pas été possible...

Si! Il y a pas mal de Français qui sont restés en Algérie. Ceux qui avaient à craindre c'est ceux qui avaient fait du mal.

Il y a eu la guerre, l'O.A.S., la torture, une guerre laisse des cicatrices douloureuses... Dès le 8 mai 1945, à la libération, les

Algériens de la région de Sétif ont cru pouvoir réclamer leur indépendance. Leur révolte a été noyée dans le sang!

Des deux côtés il y a un deuil à faire...

En ce qui concerne la délinquance en France. Je fais la parallèle avec l'intégrisme en Algérie. L'intégrisme a été volontairement encouragé en Algérie. Et à un moment ils ont été débordés. Ce qui a produit les événements de 1991. Il y a eu certainement des accords secrets entre le gouvernement et le F.I.S.

J'ai le sentiment qu'on laisse pourrir la situation en France volontairement.

Mais qui "on" (demande Raymonde...)? L'État?

Eh bien oui, l'État!

Et toutes les institutions qui le représentent. Je disais que ce qui a favorisé l'intégrisme en Algérie, c'est le noyautage de l'éducation et de la justice...

On voit en France que la justice ne fait pas son travail vis-à-vis des délinquants...

C'est pourquoi moi je ne laisse pas les jeunes faire des bêtises. Je ne ferme pas les yeux quand j'en vois un voler un auto radio. D'ailleurs, ils le savent puisqu'ils ne le font jamais devant moi. Quand on était jeune, on a tous fait des bêtises, et il fallait quelqu'un pour nous dire: "ça suffit tes bêtises!" On appelle les gendarmes quand on devient impuissant. C'est vrai que certains policiers jouent un drôle de jeu. Quand on appelle la police pour des tapages nocturnes on entend de ces réponses, ou quand on va porter plainte... Un laisser-faire complet, un appel à faire justice soi-même. Quand j'étais jeune, c'était pareil, si personne ne me disait rien, je continuais à faire des conneries! Et après petit à petit on s'enclenche dans un processus de plongée dans la grande délinquance et on n'arrive plus à s'en sortir. Je sais

bien ils ne m'aiment pas parce que je les engueule... mais quand ils seront plus grands ils me remercieront...

Oui, tout à fait...

Il y a une volonté de développer le racisme en laissant faire la délinquance.

J'ai une connaissance qui est emploi jeune chez les gendarmes. Elle proposa de faire des rondes dans une ZUP, et son collègue lui a dit qu'ils n'allaient jamais là-bas... Ils y sont finalement allés. Les jeunes ont dit: "Tiens il y a des années qu'on ne vous a pas vus!"

Je pense que la majorité des problèmes se résoudre par la communication...

C'est pourquoi d'ailleurs ces jeunes essaient d'attirer l'attention sur eux en faisant des bêtises sur une place.

C'est pourquoi je fais partie d'une association de médiation...

J'ai un boulot très prenant, épuisant, je manque de temps. Mais j'aimerais reprendre un boulot dans la formation.... L'ingénierie de la formation... Je cherche toujours...

Et comment que ça se fait que vous êtes de gauche? Vous nous expliquiez que votre père était très croyant et très traditionaliste...

Oui, mais c'était un ouvrier. Mon père était un révolutionnaire parce qu'il a participé à la guerre de libération, dans la fédération de France. Après il n'a jamais montré une opinion politique et n'a jamais adhéré à un syndicat...

Il vous a quand même transmis une conscience de classe?

Non. C'était plutôt une conscience nationaliste.

Vous et votre frère êtes de gauche: ça ne vient donc pas de vos parents.

Eh bien oui... Ça ne vient pas de nos parents.

Et votre nationalité française alors?

Eh bien, je crois que j'ai exorcisé le problème en allant en Algérie. Je n'ai plus l'impression de trahir mes origines en demandant la nationalité française...